



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUEBEC.

—  
 QUÉBEC, SAMEDI, 5 JUILLET 1913.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

—  
 Les avis, documents ou annonces reçus après midi et jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 1765

Proclamation

Canada, Province of }  
 Québec. } F. LANGELIER  
 L. S.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes :—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALUT !

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le huit juillet mil neuf cent treize, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au vingt-six août prochain ;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec le huit juillet prochain ; vous con-

PROVINCE OF QUEBEC.

—  
 QUEBEC, SATURDAY, 5th JULY, 1913.

GOVERNMENT NOTICES.

—  
 Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 1768

Proclamation

Canada, Province of }  
 Quebec. } F. LANGELIER  
 [L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India :

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,  
 GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the eighth July, one thousand nine hundred and thirteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the twenty sixth August next ;

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec on the eighth July next, and hereby convene you for the

voquons par les présentes pour le VINGT-SIX AOUT prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons que vous vous assembliez à cette date au palais de la législature, en ladite cité de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN. Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, chevalier, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce vingt-septième jour de juin l'an de grâce mil neuf cent treize, et de Notre règne le quatrième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne à la chancellerie,  
Québec,

2711

L. P. GEOFFRION.

### Avis du Gouvernement

#### SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée par M. Maïse Masse et autres, dans le comté de Joliette, sous le nom de Société Coopérative Agricole de Saint-Thomas de Joliette, et que son principal siège d'affaires est en la paroisse de Saint-Thomas de Joliette.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture et de la voirie de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, ce vingt-sixième jour du mois de juin 1913.

JOS. ED. CARON,  
2701 Ministre de l'Agriculture et de la Voirie.

#### DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 25 juin 1913.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, par arrêté ministériel en date du 4 juin 1913, de détacher :

1° De la municipalité scolaire de Sainte-Anastasia, comté de Mégantic, les lots Nos 1 à 6, inclusivement de chacun des rangs I, II, III, et IV du cadastre officiel du canton Nelson ;

2° De la municipalité scolaire de Saint-Flavien, comté de Lotbinière, les lots du cadastre officiel de cette paroisse, depuis y compris les Nos 439 et 440 jusqu'au No 473 inclusivement, du rang Saint-Joseph, sud-ouest du chemin central, ceux depuis y compris les Nos 318a, 319b, 319a, 320, jusqu'au No 367, inclusivement, du rang Saint-Joseph, nord-est du chemin central, aussi les lots du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Agapit, Nos 61 à 78, qui avaient été annexés en 1904, à la susdite paroisse de Saint-Flavien.

3° De la municipalité scolaire de Saint-Agapit, les lots du cadastre officiel de cette paroisse, Nos 51 à 60, inclusivement, dans la deuxième concession, Davidson Sud, et ceux de 79 à 88, inclusivement, dans la première concession Davidson Nord, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint-Octave-de-Dosquet.

2713

TWENTY SIXTH of AUGUST next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Quebec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed ;

WITNESS : Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec, this twenty seventh day of June, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirteen, and in the fourth year of Our Reign.

By command,

2712

L. P. GEOFFRION,  
Clerk of the Crown in Chancery,  
Quebec.

### Government Notice

#### COOPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATION.

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been constituted by M. Maïse Masse and others, in the county of Joliette, under the name of "Saint-Thomas de Joliette, Cooperative Agricultural Association", and that its principal place of business is in the parish of "Saint-Thomas de Joliette".

The objects for which the association is formed are : the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned, Minister of Agriculture and Roads of the province of Quebec, authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, this twenty sixth day of the month of June, 1913.

JOS. ED. CARON,  
2702 Minister of Agriculture and Roads.

#### DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 25th June, 1913.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 4th June, 1913, to detach :

1. From the school municipality of Sainte-Anastasia, county of Mégantic, the lots Nos. 1 to 6, inclusively, of each of ranges I, II, III, and IV of the official cadastre of township Nelson.

2. From the school municipality of Saint-Flavien, county of Lotbinière, the lots of the official cadastre of that parish, from and including the lots 439 and 440 to lot No. 473, inclusively, of Saint Joseph range, south west of the central road, those from and including the lots Nos 318a, 319b, 319a, 320 to No. 367, inclusively, of Saint Joseph range, north east of the central road, also the lots of the official cadastre of the parish of Saint-Agapit, Nos. 61 to 78, which were annexed in 1904, to the aforesaid parish of Saint-Flavien.

3. From the school municipality of Saint-Agapit, the lots of the official cadastre of that parish Nos. 51 to 60, inclusively, in the second concession South Davidson, and those from 79 to 88, inclusively, in the first concession North Davidson, and to erect the whole of this territory into a separate school municipality, under the name of Saint Octave de Dosquet.

2714

No 2645.11.

Québec, 30 juin 1913.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, par arrêté en date du 26 juin 1913, de détacher de la municipalité scolaire de Kiamika, comté de Labelle, les lots Nos 33, 34, 35 et 36, du 4ème rang du cadastre officiel du canton Kiamika, ainsi que les lots Nos 37 et 38 du 3e rang du dit canton, qui ne font partie d'aucune municipalité scolaire, et de les annexer à la municipalité scolaire du canton Campbell.

2729

No 1479.12.

Québec, 30 juin 1913.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, par arrêté en date du 27 juin 1913, d'annuler l'arrêté ministériel No 367, en date du 9 avril 1913, érigeant la municipalité scolaire de Notre-Dame de Fourvière, dans le comté de Labelle.

2721

No 1305.13.

Québec, 30 juin 1913.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, par arrêté en date du 26 juin 1913, de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Dorothée No 2, comté de Laval, le lot No 49A, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Dorothée, et de l'annexer à celle du village de Sainte-Dorothée, même comté.

2727

No 1182.13.

Québec, 30 juin 1913.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, par arrêté en date du 20 juin 1913, de détacher de la municipalité scolaire du canton de Brome, dans le comté de Brome, pour les catholiques seulement, tous les biens-fonds ayant au cadastre officiel du canton de Brome, les Nos 1 à 55 inclusivement, 140 à 168 inclusivement, 168A, 169 à 277 inclusivement, 278A, 278B, 279A, 279B, 280 à 295 inclusivement, et d'annexer tout ce territoire à celle de Sainte-Rose-de-Lima de Sweetsburg, comté de Missisquoi.

2725

No 1010.11.

Québec, 30 juin 1913.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en date du 26 juin 1913, de détacher de la municipalité de Péribonka, comté du Lac Saint-Jean, les lots Nos 79 à 85, inclusivement, du 4ème rang du cadastre officiel du canton Taillon, et de les annexer à celle de Pointe à la Savane, même comté.

2731

No 1443.13.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 23 juin 1913.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, par arrêté en date du 19 juin 1913, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Roch-Nord, comté de Québec, pour protestants seulement, avec les limites qu'elle avait avant le 1er juillet 1910, pour les catholiques romain et protestants.

2737

No 1129.12.

Québec, 30 juin 1913.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, par arrêté en date du 26 juin 1913, de détacher de la municipalité scolaire de Somerset-Nord, (Sainte-Julie), comté de Mégantic, tous les lots Nos 2, 3 et 4, des rangs I, II, III et IV, du même cadastre officiel, (arpentage primitif), du canton de Somerset-Nord, plus 4 arpents nord est du lot No V, des dits rangs I, II, III et IV, du même canton; les numéros ci-dessus donnés comprennent les numéros cadastraux 2, 3,

No. 2645.11.

Quebec, 30 June, 1913.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council, has been pleased, by order dated the 26th June, 1913, to detach from the school municipality of Kiamika, county of Labelle, the lots Nos. 33, 34, 35 and 36 of the 4th range, of the official cadastre of township Kiamika, as well as the lots Nos. 37 and 38 of the 3rd range of the said township, which do not form a part of any school municipality, and to annex same to the school municipality of township Campbell.

2730

No. 1479.12.

Quebec, 30th June, 1913.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council, has been pleased, by order dated the 27th June, 1913, to annul the order in council No. 367, dated the 9th April, 1913, erecting the school municipality of Notre-Dame de Fourvières, in the county of Labelle.

2722

No. 1305.13

Quebec, 30th June, 1913.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council, has been pleased, by order dated the 26th June, 1913, to detach from the school municipality of Sainte Dorothée, No. 2, county of Laval, the lot No. 49A, of the official cadastre of the parish of Sainte Dorothée, and to annex same to the school municipality of the village of Sainte Dorothée, same county.

2728

No. 1182.13.

Quebec, 30th June, 1913.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council, has been pleased, by order dated the 20th June, 1913, to detach from the school municipality of township of Brome, in the county of Brome, for catholics only, all the lots bearing on the official cadastre of the township of Brome, the Nos 1 to 56 inclusively, 140 to 168 inclusively, 168A, 169 to 277 inclusively, 278A, 278B, 279A, 279B, 280 to 295 inclusively, and to annex the whole of the above territory to the school municipality of Sainte Rose de Lima of Sweetsburg, county of Missisquoi.

2726

No. 1010.11.

Québec, 30th June, 1913.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council, has been pleased, by order dated the 26th June, 1913, to detach from the municipality of Peribonka, county of Lake Saint John, the lots Nos. 79 to 85, inclusively, of the 4th range of the official cadastre of township Taillon, and to annex same to the school municipality of "La Pointe-à-la-Savane", same county.

2732

No. 1443.13.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 23rd June, 1913.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 19th June, 1913, to erect the protestant school municipality of Saint Roch North, Quebec county, with the limits which it had previous to 1st July, 1910, for both roman catholics and protestants.

2738

No. 1129.12.

Quebec, 30th June, 1913.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council, has been pleased, by order dated the 26th June, 1913, to detach from the school municipality of Somerset North (Sainte Julie), county of Mégantic, the whole of the lots Nos. 2, 3 and 4 of ranges I, II, III and IV, of the official cadastre (original survey) of the township of Somerset North, plus 4 arpents from the north east part of lot No. V of the said ranges I, II, III and IV, of the same township; the aforesaid numbers com-

4, et partie du No 5, des 1er et 2ème rangs ; les Nos 35 à 45 inclusivement, du 3ème rang, et les Nos 101 à 110 inclusivement, du 4ème rang, et d'annexer tout ce territoire à celle de Sainte-Anastasia, même comté.

2723

No 1144.13.

Québec, 30 juin 1913.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 27 juin 1913, de détacher de la municipalité scolaire de Côte Visitation, comtés de Maisonneuve et Montréal-Dorion, tout le territoire de la paroisse canonique de Saint-Marc, érigée le 19 avril 1913 par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, publiée dans la "Gazette Officielle" du 26 avril 1913, page 928, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Saint-Marc de Montréal".

2769

No 823.13.

Québec, 30 juin 1913.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, par arrêté en date du 27 juin 1913, de détacher de la municipalité scolaire de Pointe-Claire, comté de Jacques-Cartier, tout le territoire compris dans les limites de la ville de Pointe-Claire, telle qu'érigée au ch. 71 des S. R. P. Q., 1909, et de plus les biens fonds portant au cadastre officiel de la paroisse de Pointe-Claire, les Nos 50P à 64 inclusivement et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Pointe-Claireville".

2767

No 1145.13.

Québec, 30 juin 1913.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, par arrêté en date du 27 juin 1913, de détacher de la municipalité scolaire de Côte Visitation, comtés de Maisonneuve et de Montréal-Dorion, tout le territoire compris dans les limites annexées canoniquement à la paroisse de Saint-Jean Berchmans, par proclamation insérée dans la "Gazette Officielle" du 26 avril 1913, et de l'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Jean Berchmans.

2763

No 1022.13.

Québec, 30 juin 1913.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, par arrêté en date du 27 juin 1913, de détacher de la municipalité scolaire de la Pointe aux Trembles, comté de Laval, les lots désignés au cadastre sous les Nos 70, 71, 72, 73 et 74, de la Pointe aux Trembles, et de les annexer à celle de la Longue Pointe, même comté.

2757

No 1309.13.

Québec, 30 juin 1913.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, par arrêté en date du 27 juin 1913, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Rémi de Tingwick, comté d'Arthabaska, les lots suivants, savoir :

- 1° La moitié nord-ouest du No 910 ;
- 2° Les trois-quarts nord-ouest des Nos 911 et 912 ;

3° La moitié nord-ouest des Nos 913 et 914 ;

4° Un morceau de terrain de forme triangulaire contenant environ dix acres en superficie et à prendre au nord-ouest des terrains connus au cadastre officiel pour le canton de Tingwick, sous les Nos 915 et 916, situés dans les lots Nos 17 et 18 du 9ième rang du canton Tingwick, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de Chenier, comté d'Arthabaska.

2761

prise the cadastral numbers 2, 3, 4 and part of No. 5, of the 1st and 2nd range ; the Nos 35 to 45 inclusively, of the 3rd range, and the Nos. 101 to 110 inclusively, of the 4th range, and to annex the whole of the said territory to the school municipality of Sainte Anastasia, same county.

2724

No. 1144.13.

Quebec, 30 June, 1913.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR as been pleased, by order dated the 27th June, 1913, to detach from the school municipality of Côte Visitation, counties of Maisonneuve and Montreal Dorion, the whole of the territory of the canonical parish of Saint Marc, erected on the 19th April, 1913, by a proclamation of the Lieutenant Governor in council, published in the "Official Gazette" of the 26th April, 1913, page 928, and to erect the whole of the fforesaid territory into a separate school municipality, under the name of "Saint Marc de Montréal."

2770

No. 823.13.

Quebec, 30th June, 1913.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council has been pleased, by order dated the 27th June, 1913, to detach from the school municipality of Pointe-Claire, county of Jacques-Cartier, the whole of the territory comprised within the limits of the town of Pointe-Claire, as erected by ch. 71 of the R. S. P. Q., and in addition thereto the lots bearing on the official cadastre of the parish of Pointe-Claire, the Nos. 50P to 64 inclusively, and to erect the whole of the fforesaid territory into a separate school municipality, under the name of "Pointe-Claireville".

2768

No. 1145.13.

Quebec, 30th June, 1913.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council has been pleased, by order dated the 27th June, 1913, to detach from the school municipality of Côte Visitation, counties of Maisonneuve and Montreal-Dorion, the whole of the territory comprised within the limits canonically annexed to the parish of Saint Jean Berchmans, by proclamation published in the "Official Gazette" of the 26th April, 1913, and to annex same to the school municipality of Saint Jean Berchmans.

2764

No. 1022.13.

Quebec, 30th June, 1913.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council, has been pleased, by order dated the 27th June, 1913, to detach from the school municipality of Pointe aux Trembles, county of Laval, the lots designated on the cadastre under the Nos. 70, 71, 72, 73 and 74, of Pointe aux Trembles, and to annex the said territory to the school municipality of Longue Pointe, same county.

2758

Nos. 1309.13.

Quebec, 30th June, 1913.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council, has been pleased, by order dated the 27th June, 1913, to detach from the school municipality of Saint-Rémi-de-Tingwick, county of Arthabaska, the following lots, to wit :

1. The north west half of lot No. 910 ;
2. The north west three quarters of lots Nos. 911 and 912 ;

3. The north west half of lots Nos. 913 and 914 ;

4. A piece of land of triangular outline containing about ten acres in superficies to be taken to the north west of the lots of land designated on the official cadastre for the township of Tingwick, under the Nos. 915 and 916, situated in the lots Nos. 17 and 18 of the 9th range of the township of Tingwick, and to annex the whole of the said territory to the school municipality of Chenier, county of Arthabaska.

2762

No 587-13.

Québec, 30 juin 1913.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, par arrêté en date du 27 juin 1913, de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Louise, comté de l'Islet, les lots Nos 467, 470, 473, 480 et 481, du cadastre officiel du canton Ashford, et de les annexer à celle d'Ashford (Saint-Damase), même comté.

2759

No 3284.12.

Québec, 30 juin 1913.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, par arrêté en date du 27 juin 1913, de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Gertrude, comté de Nicolet, le territoire compris dans les limites du village de Villers, tel qu'érigé par proclamation en date du 5 octobre 1901, insérés dans la "Gazette Officielle de Québec" (page 1927) et de plus, de la même municipalité scolaire, les lots Nos 467, 466, 465, 464, 463, 462, du troisième rang du cadastre officiel du canton Maddington, et les lots Nos 172, 171, 170, 29, 28, 27, 41, 133, 134, 155 et 136, du plan officiel de la paroisse de Sainte-Gertrude, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de "Villers".

2765

Avis est par le présent donné que "The Laco-Philips Company" autorisée à faire des affaires dans cette province, a rompu par nouvelle procuration M. Otto Sohr, de la cité de Montréal, son principal agent, avec son principal bureau d'affaires dans la province, dans la cité de Montréal.

2755

Avis est par le présent donné que "The Lamont Corliss & Company" autorisée à faire des affaires dans cette province, a nommé par nouvelle procuration, M. Otto Sohr, de la cité de Montréal, son principal agent avec son principal bureau dans la province, dans la cité de Montréal.

2753

Avis est par le présent donné que la compagnie "Columbia Phonograph Company" (General), autorisée à faire des opérations dans cette province, a changé son nom en celui de "Columbia Graphophone Company".

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

Daté ce vingt-sixième jour de juin 1913. 2705

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de Beauce, sous le nom de "Syndicat d'élevage de Sacré-Cœur-de-Jésus", avec sa principale place d'affaires dans la paroisse de Sacré-Cœur-de-Jésus, comté de Beauce.

Daté à Québec, ce vingt-septième jour du mois de juin mil neuf cent treize.

JOS. ED. CARON,

2703 Ministre de l'Agriculture et de la Voirie.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de juin 1913, constituant en corporation MM. Horace Pinet, voyageur de commerce, J. S. Avila Bourbonnière, journaliste, J. Edmond LaRamée, voyageur de commerce, Joseph Brais, comptable, Joseph Bélisle, voyageur, Edouard Gerney, fleuriste, J. Armand Hamelin, notaire, tous de Montréal, dans les buts suivants :

S'adonner à exercer, développer et améliorer tous genres de sports de gymnase, d'athlétisme,

No. 587-13.

Quebec, 30th June, 1913.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council, has been pleased, by order dated the 27th June, 1913, to detach from the school municipality of Sainte Louise, county of L'Islet, the lots Nos 467, 470, 473, 480 and 481, of the official cadastre of the township of Ashford, and to annex the afor said territory to the school municipality of Ashford (Saint Damase), same county.

2760

No. 3284.12.

Quebec, 30th June, 1913.

His Honor the LIEUTENANT - GOVERNOR in council, has been pleased, by order dated the 27th June, 1913, to detach from the school municipality of Sainte Gertrude, county of Nicolet, the territory comprised within the limits of the village of Villers, as erected by proclamation dated the 5th October, 1901, published in the "Quebec Official Gazette" (on page 1927) and in addition thereto, from the same school municipality, the lots Nos. 467, 466 465, 464, 463 and 462 of the third range of the official cadastre of township Maddington, and the lots Nos. 172, 171, 170, 29, 28, 27, 41, 133, 134, 135 and 136, of the official plan of the parish of Sainte Gertrude, and to erect the whole of the aforesaid territory into a separate school municipality under the name of "Villers".

2766

Notice is hereby given that "The Laco Philips Company" authorized to carry on business in this province, has, by a new power of attorney, appointed Mr. Otto Sohr, of the city of Montreal, its chief agent, with its principal office in the province, in the city of Montreal.

2756

Notice is hereby given that "Lamont Corliss & Company" authorized to carry on business in this province, has, by a new power of attorney, appointed Mr. Otto Sohr, of the city of Montreal, its chief agent, with its principal office in the province, in the city of Montreal.

2754

Notice is hereby given that the "Columbia Phonograph Company", (General), authorized to carry on business in this province, changed its name to that of "Columbia Graphophone Company".

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Dated this twenty sixth day of June, 1913. 2706

Notice is hereby given that a stock breeding syndicate has been constituted in the county of Beauce, under the name of "Sacré Cœur de Jésus Stock Breeding Syndicate," with its chief place of business in the parish of Sacré Cœur de Jésus, county of Beauce.

Dated at Quebec, this twenty seventh day of the month of June, one thousand nine hundred and thirteen.

JOS. ED. CARON,

2704 Minister of Agriculture and Roads.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1913, incorporating Messrs. Horace Pinet, commercial traveler, J. S. Avila Bourbonnière, journalist, J. Edmond LaRamée, commercial traveler, Joseph Brais, accountant, Joseph Belisle, traveler, Edouard Gerney, florist, J. Armand Hamelin, notary, all of Montreal, for the following purposes :

To pursue, carry on, develop and improve gymnastics, athletic sports and physical culture

d'exercices physiques en général, se livrer à développer et mettre à profit l'étude des questions littéraires, économiques et sociales, des arts dramatiques et musicaux, en général et en particulier de toutes questions littéraires, artistiques et sportives ; établir, maintenir et organiser des maisons de club pour fins sociales et d'amusements, fonder, développer, améliorer, aider directement ou indirectement, tous clubs, associations ou sections d'associations littéraires, artistiques ou sportives, organiser tous tels clubs, associations ou sections d'associations et faire des règlements à l'effet que tels clubs, associations ou sections d'associations agissent, se développent et se maintiennent sous le contrôle de cette compagnie, ou indépendamment sous leur propre contrôle ou sous l'un ou l'autre à la fois, à telles conditions pécuniaires ou autres qu'il plaira à cette compagnie de fixer par règlement au meilleur de ses intérêts et des intérêts de tous tels clubs, associations ou sections d'associations, permettre à tels clubs, associations ou sections d'associations de faire tels règlements qui leur conviendra quand à leur administration, à l'admission de leurs membres, au taux de leur contribution, payable soit à cette compagnie, soit aux dits clubs, associations ou sections d'associations ou à l'un ou à l'autre à la fois et quand à toutes questions de régie interne et d'administration en général, le tout sous le contrôle ou hors le contrôle de cette compagnie ; s'amalgamer avec toutes autres compagnies, associations ou clubs, ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, pour telles considérations aux termes et conditions que cette compagnie jugera à propos et qui pourrait intervenir entre les dits clubs et ses membres et la présente compagnie et à toutes fins ci-dessus comme à toutes autres fins civiles, commerciales ou autres ; agir en qualité d'agent pour toute personne, compagnie ou société engagées dans une entreprise de même nature ; distribuer, entre les actionnaires de la compagnie, en nature, des parts, valeurs, obligations ou propriétés appartenant à la même compagnie ; demander, acheter ou autrement acquérir des patentes ; rémunérer toute personne ou compagnie soit en deniers comptants, soit en actions acquittées du capital de la compagnie selon que les directeurs le jugeront à propos, pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement des actions du capital de la compagnie ou des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie, ou dans ou pour la formation, promotion ou organisation de la compagnie ou la conduite de ses affaires ; acquérir et posséder des biens mobiliers et immobiliers de toutes manières, les bâtir, développer, améliorer, louer, échanger, hypothéquer, vendre et en disposer de toutes manières possibles ; faire le commerce d'immeubles dans toutes ses branches, acheter et vendre des bons ou obligations de corporations municipales, scolaires, ou autres, ainsi que des actions, bons, ou obligation de tous clubs, association ou compagnies ; obtenir et exploiter une ou des licences de club pour la vente des liqueurs spiritueuses ; ainsi que tous autres licences ou permis nécessaires ou utiles ; faire ou obtenir des prêts ou avances

in general follow, develop and turn to account the study of literary, economic and social questions, dramatic and musical arts, and in general and in particular the study of literature, art and sports, to establish, maintain and organize club houses for social and amusement purposes, to establish, develop, improve, aid directly or indirectly any literary, art or sporting clubs, associations or association branches, organize any such clubs, associations or association branches, and make by-laws to the effect that such clubs, associations or association branches, act, expand and exist under the control of this company or independently under their own control or both at the same time, on such pecuniary conditions or on whatever conditions the company may be pleased to fix by by-law for the best of its interests and the interests of any such clubs, associations or association branches, to make any by-laws which it may deem proper for the management of the company, the admission of its members, the rate of subscription payable either to the company or to the said clubs, associations or association branches or to both at the same time and respecting any questions of internal management and general administration, the whole under or beyond the control of this company ; to amalgamate with any other companies, associations or clubs having objects in whole or in part similar to those of this company for such consideration and on such terms and conditions as the company may deem proper and which may be agreed upon by the said clubs and its members and the present company for any of the above purposes and for any civil and commercial purposes or otherwise ; to act as agent for any person, company or other association engaged in a similar undertaking, to distribute amongst the shareholders of the company, in kind, any shares, securities, obligations or property belonging to the same company ; to apply for, purchase or otherwise acquire patents ; to remunerate any person or company either in cash or paid up shares of the capital stock of the company, as the directors may deem proper, for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of the shares of the capital stock of the company or bonds, obligations or other securities of the company in or about the formation, promotion or organization of the company or the conduct of its business ; to acquire and hold moveable and immoveable property of all kinds, build upon, develop, improve, lease, exchange, hypothecate, sell and dispose of same in any manner possible ; to deal in real estate in all its branches, purchase and sell bonds of municipal, school or other corporations, as well as shares, bonds or obligations of any clubs, associations or companies ; to obtain and exploit one or more club licenses for the sale of spirituous liquors, as well as any other necessary or suitable licenses or permits ; to make or obtain loan or advances of money ; to take or give for the security of such loans or advances, bonds, obligations, debentures, hypothecs or any other securities whatsoever, negotiate loans, hypothecs or other commercial securities ; to sell or otherwise dispose of the rights, undertakings and property of this company in

d'argent ; prendre ou donner pour le garantie de ces prêts ou avances, des bons, obligations, débetures, hypothèques ou toutes autres garanties quelconques, négocier des prêts, hypothèque ou autres valeurs commerciales ; vendre ou en disposer autrement les droits, entreprises et propriétés de cette compagnie, en tout ou en partie et en acquérir de quelque manière que ce soit, et pour telles considérations et aux termes et conditions que la compagnie jugera à propos ; recevoir ou donner paiement en argent, parts, bons ou autres valeurs ou garanties quelconques de la compagnie ou de toutes autres compagnies ; émettre et accorder toutes parts ou actions acquittées dans le capital-actions de cette compagnie pour payer le prix de toutes franchises, entreprises, propriétés, débetures, garanties, créances, droits, privilèges et hypothèques, lettres patentes, licences, etc., que cette compagnie pourra acquérir et dans lesquelles elle pourra s'intéresser ou en paiement de toutes dettes ou obligations qu'elle pourra contracter ; tirer, faire, endosser, accepter, escompter et émettre des billets promissaires et autres effets négociables et transférables ; prêter de l'argent, faire et accomplir tous actes, contrats et choses quelconques qui peuvent découler des pouvoirs de cette compagnie et sont propres aux fins et aux objets que cette compagnie a en vue, sous le nom de "Club de Raquetteurs Le Montagnard, Limitée", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en huit cents (800) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Cartier-Ville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de juin 1913.

C. J. SIMARD,

2717

Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-unième jour de juin 1913, constituant en corporation MM. Howard W. Conover, gérant, Charles Auguste Howard, Conseil en Loi du Roi, Joseph E. Lemire, notaire public, Edmund Greenwood, comptable, et John Bisset Rose, agent, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Produire, posséder, acheter et présenter, et octroyer des licences à autres pour produire et présenter des représentations théâtrales, opéras, cirques, spectacles, vaudevilles, nouveautés, vues animées et toute autre sorte de divertissements ou d'amusements présentés ordinairement dans les théâtres, salles d'opéras, salles de vues animées, parcs et autres places de divertissements ou d'amusements ;

Acheter, acquérir, échanger, recevoir, louer, donner à bail, détenir, vendre, céder et transporter des représentations et opéras enregistrés et non enregistrés, des films de vues animées et parlantes, et tous les films de scènes et de propriétés, et tous dessins patentés ou non patentés qui peuvent être employés dans les théâtres, salles d'opéras, salles de vues animées, parcs et places de divertissements et d'amusements ;

Construire, posséder, louer, donner à bail ou

whole or in part and acquire others in any manner whatsoever, for such terms and conditions as the company may deem proper ; to receive or give payment in cash, shares, bonds or other securities whatsoever of the company or of any other companies : to issue and allot and paid up shares or stock in the capital stock of this company, to pay for any franchises, undertakings, property, debentures, securities, claims, rights or privileges and hypothecs, letters patents licenses, etc., which this company may acquire and in which it may be interested or in payment of any debts or liabilities it may incur ; to draw make, endorse, accept, discount and issue promissory notes and other negotiable and transferable instruments, to loan money ; to make and execute all deeds, contracts and things whatsoever resulting from the powers of this company and suitable for the purposes and objects which this company has in view, under the name of "Club Raquetteurs Le Montagnard Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into eight hundred (800) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Cartier-Ville, district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of June, 1913.

C. J. SIMARD,

2718

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty first day of June, 1913, incorporating Messrs. Howard W. Conover, manager, Charles Auguste Harwood, King's Counsel, Joseph E. Lemire, notary public, Edmund Greenwood, accountant, and John Bisset Rose, agent, all of Montreal, for the following purposes :

To produce, own, purchase and present, and to license others to produce and present theatrical plays, operas, circus performances, vaudeville novelties, moving pictures, and all other forms of entertainment or amusement usually presented in theatres, opera houses, moving picture houses, parks and other places of entertainment or amusement ;

To buy, acquire, exchange, receive, lease, rent, hold, sell, assign and transfer, copyrighted and uncopyrighted plays and operas, moving and talking picture films, and all scenery films and properties, and all patented and unpatented devices which may be used in connection with theatres, opera houses, moving picture houses, parks and places of entertainment and amusement ;

To build, own, lease, rent or otherwise acquire

acquérir autrement et tenir des théâtres, salles de spectacles, salles de concerts, bâtisses pour bureaux, parcs et autres places où des représentations théâtrales, d'opéras et de vaudevilles, vues animées et autres sortes de divertissements et d'amusements peuvent être présentés, les mettre en opération et faire toutes autres affaires, y donner et partout ailleurs des représentations de toute sorte, et faire les affaires de salles de rafraîchissements et fournisseurs pour places de divertissements et d'amusements en général ;

Acquérir les affaires et dépendances et tous autres biens et clientèle de "The Amusement Company" et tous autres affaires théâtrales et propriétés théâtrales qui peuvent être jugées à propos d'acquérir, sous le nom de "Montreal Theatre and Realty Corporation", avec un capital de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cinquante (50) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-unième jour de juin 1913.

2751

C. J. SIMARD,  
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-unième jour de juin 1913, constituant en corporation MM. Howard W. Conover, gérant, Charles Auguste Hardwood, Conseil en Loi du Roi, Joseph E. Lemire, notaire public, Edmund Greenwood, comptable, et John Bisset Rose, agent, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Produire, détenir, acheter et présenter, et octroyer des licences pour produire et présenter des représentations théâtrales, opéras, cirques, spectacles, vaudevilles, nouveautés et autres sortes de divertissements ou amusements présentés ordinairement dans les théâtres, salles d'opéras, parcs et autres places de divertissements ou d'amusements ;

Détenir, vendre, céder et transporter des représentations et opéras enregistrés et non enregistrés et toutes scènes et propriétés, et tous dessins patentés ou non patentés qui peuvent être employés dans les théâtres, salles d'opéras, parcs et places de divertissements ou d'amusements ;

Construire, posséder, louer, affermer ou acquérir autrement et détenir des théâtres, salles de spectacles, salles de concerts, parcs et autres places où des représentations théâtrales, d'opéras et de vaudevilles et autres sortes de divertissements ou d'amusements peuvent être présentés ;

Y donner ou partout ailleurs des représentations publiques ou privées de toute sorte, et faire les affaires d'une salle de rafraîchissements et de fournisseurs pour les places de divertissements et d'amusements en général ;

Acquérir les affaires et dépendances et tous les autres biens et clientèle de toutes autres affaires théâtrales et propriété théâtrale qui

and hold theatres, play houses, music halls, office buildings, parks and other places where theatrical, operatic and vaudeville performances moving pictures and other forms of entertainment or amusement may be presented, or the same or other business may be carried on ; to give public and private performances of any kind therein or anywhere else, and to carry on the business of refreshment rooms and caterers for places of entertainment and amusement generally ;

To acquire the business and premises and all other assets and good-will of the "Quebec Amusement Company" and any other theatrical businesses and theatrical property which may be deemed best to acquire, under the name of "Montreal Theatre and Realty Corporation" with a capital of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of June, 1913.

2752

C. J. SIMARD,  
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty first day of June, 1913, incorporating Messrs. Howard W. Conover, manager, Charles Auguste Hardwood, King's Counsel, Joseph E. Lemire, notary public, Edmund Greenwood, accountant, and John Bisset Rose, agent, all of Montreal, for the following purposes :

To produce, own, purchase and present, and to license others to produce and present theatrical plays, operas, circus, performances, vaudeville, novelties and all other forms of entertainment or amusement usually presented in theatres, opera houses, parks and other places of entertainment or amusement ;

To hold, sell, assign and transfer, copyrighted and uncopyrighted plays and operas, and all scenery and properties, and all patented and unpatented devices which may be used in connection with theatres, opera houses, parks and places of entertainment or amusement ;

To build, own, lease, rent or otherwise acquire and hold theatres, play houses, music halls, parks and other places where theatrical, operatic and vaudeville performances and other forms of entertainment or amusement may be presented ;

To give public or private performances of any kind therein or anywhere else ; and to carry on the business of a refreshment room and caterers for places of entertainment and amusement generally ;

To acquire the business and premises and all other assets and good-will of any other theatrical business and theatrical property which

peuvent être jugés nécessaires d'acquérir, sous le nom de "Montreal Operating Company, Incorporated", avec un capital total de mille piastres (\$1,000.00), divisé en dix (10) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce vingt-unième jour de juin 1913.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

2715

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de mai 1913, constituant en corporation MM. Louis David Frigault, bijoutier-orfèvre, William Parent, agent, Célestin Lafleur, comptable, Louis David Théodose Vanasse, notaire, et Joseph Desrosiers, notaire, tous du village de Saint-Guillaume, dans les buts suivants :

Organiser et établir un système de prêt par lequel les personnes qui payeront un droit d'entrée et une contribution mensuelle déterminée par la compagnie, auront en suivant l'ordre numérique de leur contrat respectif, le droit d'emprunter de la compagnie une somme de mille piastres par contrat, aussitôt qu'une pareille somme provenant des contributions mensuelles sera accumulée au nom de la compagnie pour former un fond spécial destiné à cette fin ;

Faire des contrats de prêts avec toutes personnes ou corporations jugées recommandables ;

Déterminer le montant des contributions mensuelles, fixer la proportion que la compagnie devra garder pour le paiement de frais d'administration et la création d'un fonds de réserve ;

Faire toutes stipulations nécessaires pour garantir le remboursement du prêt ;

Déterminer le mode de remboursement, le montant de chaque versement et le nombre de versements en déduisant toutefois les sommes qui auront été versées par le secrétaire avant échéance de contrat ;

De faire toutes stipulations légales pour faciliter, favoriser et protéger les affaires de la compagnie et pour régler l'emploi des prêts remboursés à la compagnie, sous le nom de "Le Prêt Agricole, Limitée", avec un capital de vingt mille (\$20,000.00) piastres, divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera au village de Saint-Guillaume, district de Richelieu.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de mai 1913.

C. J. SIMARD

Sous-secrétaire de la province.

2749

may be deemed best to acquire, under the name of "Montreal Operating Company, Incorporated", with a capital of one thousand dollars (\$1,000.00), divided into ten (10) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of June, 1913.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

2716

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of May, 1913, incorporating Messrs. Louis David Frigault, jeweller and watchmaker, William Parent, agent, Celestin Lafleur, accountant, Louis David Theodose Vanasse, notary, and Joseph Desrosiers, notary, all of the village of Saint Guillaume, for the following purposes :

To organize and establish a loan system by which persons paying an entrance fee and a monthly contribution fixed by the company shall, in the numerical order of their respective contracts, have the right to borrow from the company, by contract, the sum of one thousand dollars, whenever a like sum derived from the monthly contributions shall be accumulated in the name of the company to form a special fund for that purpose ;

To make loan contracts with any persons or corporations judged commendable ;

To determine the amount of the monthly contributions and out of such monthly contributions to fix the proportion that the company may hold for the payment of the costs of administration and the creation of a reserve fund ;

To make all necessary stipulations to secure the reimbursement of the loan ;

To determine the mode of reimbursement, the amount of each payment and the number of payments, deducting however the amounts which the associate shall have paid in before the expiration of his contract ;

To make all legal stipulations to facilitate, favor and protect the business of the company and to regulate the use of loans repaid to the company, under the name of "Le Prêt Agricole, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the village of Saint Guillaume, district of Richelieu.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of June, 1913.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

2750

Avis est donné au public que, en vertu de la des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de juin 1913, constituant en corporation MM. Louis Dupuis, J. M. Gustave Poirier, Jos. Philippe Dupuis, G. Napoléon Monty, tous marchands de bois, les deux premiers de Montréal, les deux autres de Verdun, et Philibert Morin, contremaître, de Verdun, dans les buts suivants :

Acquérir par achat ou autrement, détenir ou donner à bail, vendre ou autrement trafiquer des limites à bois, du bois debout, des pouvoirs d'eau et emplacements pour moulins ;

Acheter, acquérir, posséder et exploiter des moulins à scie et à raboter des moulins à pulpe et à papier et faire tout commerce en découlant ou s'y rattachant généralement, manufacturer des portes, châssis, persiennes, jalousies, fixtures et ornements de maisons en général et des meubles de toute sorte ;

Manufacturer des voitures, chaises et véhicules de toutes sortes, des boîtes et caisses de tous genres et s'occuper de la manufacture et du commerce de tous les produits, marchandises et articles dont la partie composante sera de bois, de papier ou pulpe ;

Contracter avec une personne ou une société pour bâtir et faire tous travaux privés et publics et entreprises de tous genres et faire le commerce de contracteurs généraux ;

Acheter, prendre à bail, ou acquérir autrement, vendre ou louer ou disposer autrement d'aucun et de tout brevet, invention, marque de commerce, nom de commerce se rattachant ou applicable aux fins de la compagnie ;

Entrer dans des entreprises, avoir des intérêts communs ou faire toute entente pour le partage des profits ou autrement avec quiconque se livrer ou est sous le point de se livrer à un commerce analogue à celui que la compagnie sera autorisée à faire ;

Acquérir par achat, bail ou autrement et prendre avec (as a going concern) le commerce établi dans le quartier Saint-Paul, ville de Montréal, province de Québec, par Dupuis & Poirier, une société commerciale ordinaire, de même acquérir et posséder tout autre commerce établi par une autre personne ou tout corps constitué en corporation de nature semblable à celui pour lequel autorisation est donnée à Dupuis & Poirier Incorporé, et d'émettre des parts acquittées sous le nom de "Dupuis-Poirier Incorporé," pour le paiement partiel au total du prix d'achat ou du loyer résultant de ces transactions ;

Acquérir des terrains non bâtis, dans le but de les bâtir et de les revendre ainsi bâtis, sous le nom de "Dupuis & Poirier, Incorporé", avec un capital de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de juin 1913.

C. J. SIMARD,  
2629.2      Sous secrétaire de la province.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June, 1913, incorporating Messrs. Louis Dupuis, J. M. Gustave Poirier, Jos. Philippe Dupuis, G. Napoléon Monty, all lumber merchants, the two former of Montreal, and the two latter of Verdun, and Philibert Morin, foreman, of Verdun, for the following purposes :

To acquire by purchase or otherwise hold, lease, sell or otherwise deal in timber limits, standing timber, water powers and emplacements for mills ;

To purchase, acquire, hold and operate saw and planing mills, pulp and paper mills, and carry on any business derived therefrom or connected therewith generally, and manufacture doors, windows, blinds, shutters, house fixtures and ornaments generally and furniture of all kinds ;

To manufacture carriages, chairs and vehicles of all kinds, boxes and cases of every sort and deal in and manufacture any products, merchandise and articles into which wood, paper or pulp enter as a component part ;

To contract with any person or firm to build and carry on any private and public undertakings and carry on business as general contractors ;

To purchase, hire or otherwise acquire, sell, lease or otherwise dispose of any patent, invention, trade mark, trade name in connection with or applicable to the purposes of the company ;

To enter into undertakings, have common interest or enter into any agreement for the sharing of profits or otherwise with any one engaged in or about to engage in a similar business to that which the company is authorized to carry on ;

To acquire by purchase, lease or otherwise and take over as a going concern the business established in Saint Paul ward, town of Montreal, province of Quebec, by Dupuis & Poirier, on ordinary commercial partnership, and also acquire and hold any other business established by any other person or incorporated body of a similar nature to that for which authorization is given to Dupuis & Poirier Incorporé, and to issue paid up shares under the name of "Dupuis & Poirier Incorporé", for the part or total payment of the purchase price or the rental resulting from the said transactions ;

To acquire vacant lands for the purpose of building on and reselling same when thus built on under the name of "Dupuis & Poirier Incorporé", with a capital of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of June, 1913.

C. J. SIMARD,  
2630      Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de juin 1913, constituant en corporation MM. Louis Napoléon Dupuis, bourgeois, Joseph Howard Armitage, gérant, Alfred Allard, courtier, John Howard Goddman, contracteur, James Patrick Grace, courtier, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir des biens immobiliers, les exploiter et faire valoir et en disposer en tout ou en partie ;

Subdiviser conformément à la loi les biens immobiliers acquis et les louer ou aliéner en tout ou en partie ;

Faire conformément à la loi toutes sortes de constructions sur ces terrains et les louer ou aliéner en tout ou en partie ;

Acquérir des biens mobiliers et les louer ou aliéner en tout ou en partie ;

S'obliger et emprunter avec ou sans garanties privilégiées ou hypothécaires ;

Administrer ses propres affaires ;

Contracter, transiger, obliger, prêter avec ou sans garanties privilégiées ou hypothécaires, prendre privilèges ou hypothèques et en donner main-levée avec ou sans considérations ;

Transporter, cautionner ou garantir pour les fins des entreprises de la dite compagnie ;

Convenir et stipuler des taux d'intérêts dans les limites permises par la loi ;

Poursuivre et être poursuivi, contester, appeler, autoriser, échanger, se faire représenter, régler et généralement faire tous les actes et opérations nécessaires pour conduire leur entreprise à bonne fin, sous le nom de "La Compagnie Générale d'Immeubles, Limitée", avec un capital de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce seizième jour de juin 1913.

C. J. SIMARD,

2631.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de juin 1913, constituant en corporation MM. Napoléon Turcot, maître plombier, Ovila Hogue, commerçant, Evangéliste Lalonde, maître forgeron, Louis Aquila Carrière, manufacturier, et Charles Wilbrod Rocheleau, courtier en assurance, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Communiquer, contracter, transiger, faire toutes conventions qu'ils jugeront à propos, avec toutes compagnies, corporations, associations, sociétés, autorisés à faire des opérations d'assurances sur la vie et contre les accidents, contre le feu, la foudre, le vent, contre les maladies, les bris de glaces, des chaudières à vapeur, les

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1913, incorporating Messrs Louis Napoléon Dupuis, bourgeois, Joseph Howard Armitage, manager, Alfred Allard, broker, John Howard Goodman, contractor, James Patrick Grace, broker, all of Montreal, for the following purposes :

To acquire immoveable property, exploit, turn to account and dispose of the same, in whole or in part ;

To subdivide, according to law, the immoveable property acquired and lease or alienate same in whole or in part ;

To erect according to law all kinds of structures upon such lands and lease or alienate the same in whole or in part ;

To acquire immoveable property and lease or alienate same in whole or in part ;

To bind the company and borrow with or without privileged or hypothecary securities ;

To manage its own affairs ;

To contract, transact, assume, loan with or without privileged or hypothecary securities, take privileges or hypothecs, and give "main levée" for same with or without consideration ;

To convey, give surety or guarantee for the purposes of the undertakings of the company ;

To agree upon and fix the rates of interests within legal limits ;

To sue and be sued contest, appear, authorize, exchange, appoint representatives, settle and generally do all the acts and operations necessary for the proper carrying out of their undertaking, under the name of "La Compagnie Générale d'Immeubles Limitée", with a capital stock of ninety-nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary this sixteenth day of June, 1913.

C. J. SIMARD,

2632

Dputy Provincial Secretary

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the seventh day of June, 1913, incorporating Messrs. Napoléon Turcot, master-plumber, Ovila Hogue, trader, "Evangéliste Lalonde, master blacksmith, Louis Aquila Carrière, manufacturer, and Charles Wilbrod Rocheleau, insurance broker, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To correspond, contract, transact and enter into any agreements deemed convenient, with any companies, corporations associations and firms authorized to carry on the business of life, accidents, fire, lightning, wind, sickness, plate glass, boiler, live stock, automobile, guarantee and surety insurance and generally with any cor-

animaux, les automobiles, de garanties ou de cautionnement, et en général avec toutes corporations, associations, sociétés assumant toutes sortes de risques autres que les risques maritimes;

Soliciter, obtenir, accepter, signer, transporter, résilier, annuler, payer, acquitter pour le compte et bénéfice de telle compagnie, corporation, association, société et sans obliger personnellement, toute police d'assurance évaluée ou a découvert, toute offre et toute proposition d'assurance, recevoir, recouvrer par voie de justice ou autrement le montant de toute prime et en donner quittance, donner, recevoir, contrôler comme arbitres ou autrement, le montant de toute prime et en donner tout avis, toute réclamation et toute preuve se rapportant à telle réclamation, et en général, agir avec tout assuré ou toute autre personne comme les mandataires de telle compagnie, corporation, association ou société dans les limites de leur pouvoirs ou mandats;

Exiger de telle compagnie, corporation, association, société, toute rémunération convenue ou établie par les usages en matière d'assurance, et à en poursuivre le recouvrement en justice;

S'associer, ou faire toute convention qu'ils jugeront à propos avec toute personne, compagnie ou association s'occupant du courtage d'assurance, et fixer leur part ou rémunération;

Acquérir, posséder, disposer comme bon leur semblera de tout local, papeterie et enseignes pour les fins ci-dessus mentionnées;

Et en général, agir comme courtier ou agents d'assurance et faire toute chose se rapportant à la dite profession de courtier ou agents d'assurance;

En plus, acquérir, posséder, vendre, transporter, louer, hypothéquer, échanger ou autrement disposer pour leur propre compte de toutes propriétés mobilières et immobilières ou aucun intérêt ou droit en icelles. Négocier entre toute personne, compagnie ou association, tout achat, vente, transport, échange, cession de toutes propriétés mobilières et immobilières ou d'aucun intérêt ou droit en icelles, exiger de telle personne, compagnie ou association, toute commission ou rémunération convenue ou fixée par l'usage ou la loi, et en général, faire toute chose se rapportant plus spécialement au commerce des immeubles, sous le nom de "Agence Générale d'Assurance, Limitée", avec un capital de quinze mille piastres (\$15,000.00), divisé en quinze cents (1500) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de juin 1913.

C. J. SIMARD,

2635.2

Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit juin 1913, constituant en corporation M.M. Eugène Julien, commerçant et industriel, Dolor Adélarde Gauvreau, comptable, Joseph Olida Lagueux, comptable, Paul Louis Boutet, teneur de livres, Joseph Adélarde Boutet, commis, Joseph Emile Drouin, voyageur de commerce

corporations, associations and firms assuming all kinds of risks other than marine risks;

To solicit, obtain, accept, sign, transfer, cancel, annul, pay and liberate for the account and benefit of any such company, corporation, association, firm and without assuming any personal liability, any valued or open insurance policy, insurance offer or proposition recover by law or otherwise the amount of any premium and give receipt therefor, give, receive, control as arbitrators or otherwise, the amount of any premium and give notice thereof any claim and any evidence concerning such claims and generally deal with any policy holder or any other person as the representative of any such company, corporation, association or firm within the limits of their powers and mandates;

To exact from such company, corporation, association or firm the payment of any fee agreed upon or fixed by custom in insurance matter and to sue for the payment thereof;

To enter into partnership or into any agreement deemed proper with any person, company or association engaged in the business of insurance broker and to fix their share or fees;

To acquire, hold and dispose of any premises, stationery and signs for the above mentioned purposes as the company may deemed fit;

Generally to act as insurance broker or agents and do any other thing connected with the business of insurance broker or agents;

Moreover, to acquire, hold, sell, convey, lease, hypothecate, exchange or otherwise dispose for their own account, of moveable or immovable property or any interest or rights therein, or thereupon, exact from any such person, company or association the payment of any commission or fee agreed upon or fixed by custom or law, and generally do anything specially relating to the real estate business, under the name of "Agence Générale d'Assurance Limitée" with a capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into fifteen hundred (1500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The chief place of business of the company, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of June, 1913.

C. J. SIMARD

2636

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1913, incorporating Messrs. Eugène Julien, trader and manufacturer, Dolor Adélarde Gauvreau, accountant, Joseph Olida Lagueux, accountant, Paul Louis Boutet, book-keeper, Joseph Adélarde Boutet, clerk, Joseph Emile Drouin, commercial traveler,

Samuel Fleury, voyageur de commerce, Joseph Rosaire Bélanger, agent de publicité, Frederic Canac Marquis, industriel, Louis Canac Marquis, industriel, tous de la cité de Québec dans les buts suivants :

Faire le commerce et exercer l'industrie d'imprimeur, de relieur et d'éditeur, et faire tous les ouvrages et opérations s'y rapportant, tels que travaux d'impression, de gravure, de lithographie, d'électrotypie, de clichage, de relieure, et autres concernant la publication des livres, brochures, journaux, revues, feuilles ou placards d'annonce, leur vente et leur distribution ;

Editer, publier et vendre des livres, revues, journaux, feuilles ou placards d'annonce ou de propagande, et tout ouvrage se rapportant à leur commerce et à leur industrie ;

Acquérir, posséder, louer, vendre et aliéner des établissements et boutiques d'imprimerie, de gravure en tout genre, et de relieure, des droits d'auteur et droits de propriété d'ouvrages, de livres, de revues et de journaux, des machines, du matériel, et des biens mobiliers et immobiliers jugés utiles à leur commerce et à leur industrie ;

Emprunter de l'argent et en garantir le paiement par bons, débentures, hypothèques ou autrement ;

Acheter, acquérir et posséder, en tout ou en partie, les affaires, le commerce, stock, actif et passif de toute personne ou compagnie faisant des affaires semblables, et en payer le prix soit en argent soit en parts acquittées dans le capital-actions de la compagnie, ou partie en argent et partie en parts acquittées ;

Vendre et aliéner à quelque titre que ce soit les droits, entreprises et propriétés de la compagnie en tout ou en partie, pour deniers ou valeurs, aux termes et conditions qui seront jugés convenables ;

Emettre, attribuer et livrer à toute personne, société ou compagnie, des parts ou actions acquittées dans le capital-actions de la compagnie en paiement des services rendus, d'effets, marchandises, valeurs ou crédits fournis, et de toutes franchises, entreprises, propriétés, débentures, valeurs, garanties, créances, droits, privilèges, hypothèques, lettres patentes et licences que cette compagnie pourra acquérir, et de toutes dettes ou obligations qu'elle pourra contracter ;

Se fondre avec toute autre compagnie ayant un objet en tout ou en partie analogue ;

Faire le commerce et les affaires qui peuvent être accessoires aux objets susdits, ou s'y rattacher, et que la compagnie peut avoir l'occasion de faire dans la mise en opération de ses pouvoirs, l'exploitation de ses industries et l'exercice de son commerce, sous le nom de "Compagnie de Publication du Bulletin de la Ferme", avec un capital de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cent (100) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de juin 1913.

C. J. SIMARD,

2633. 2

Sous-secrétaire de la province.

Samuel Fleury, commercial traveler, Joseph Rosaire Belanger, advertising agent, Frederic Canac-Marquis, manufacturer, Louis Canac-Marquis, manufacturer, all of the city of Quebec, for the following purposes :

To carry on the business and trade of printers, book-binders and editors, and carry on any other works and operations incidental thereto, such as printing, engraving, lithographing, electrotyping, stereotyping, binding and other works and operations concerning the publication of books, pamphlets, newspapers, reviews, posters or advertising bills, sale and distribution thereof ;

To edit, publish and sell books, reviews, newspapers, posters or advertising bills and any works connected with their business and trade ;

To acquire, hold, lease, sell and alienate plants and shops for printing, engraving of all kind and book-binding, copy-rights and rights of ownership for works, books, reviews and newspapers, any machinery and equipment moveable and immoveable property, deemed proper for their business and trade ;

To borrow money and guarantee the payment thereof by means of bonds, debentures, hypothecs or otherwise ;

To purchase, acquire and hold, in whole or in part, the business stock, assets and liabilities of any person or company carrying on a similar business and to pay the price thereof in cash or paid up shares of the company or partly in cash and partly in paid up shares ;

To sell and alienate under any title whatever the rights, undertakings and property of the company, in whole or in part, for cash or securities on the terms and conditions which may be deemed convenient ;

To issue, allot and hand over to any person, firm or company paid up shares or stock in the capital stock of the company in payment for services rendered, goods, merchandise, securities or credentials given and for any franchises, undertakings, property, debentures, stock, securities, credentials, rights, privileges, hypothecs, letters patent and licenses which this company may acquire and for any debts and liabilities it may incur ;

To amalgamate with any other company having any similar object in whole or in part ;

To carry on any trade or business which may be an accessory to or connected with the above objects and which the company may enter into for the carrying out of its powers, the exploitation of its industries and the exercising of its trade, under the name of "Compagnie de Publication du Bulletin de la Ferme", with a capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into one hundred (100) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of June, 1913.

C. J. SIMARD,

2634

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de juin 1913, constituant en corporation MM. Athanase Pérusse, Adolphe Pérusse, tous deux marchands, Charles Dufresne, menuisier, Joseph Lacroix, mesureur de bois, tous de Trois-Rivières, et Aug. Lemire, agent, de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce de provisions, grains, foin généralement tous les produits de la ferme ;

Faire le commerce d'épicerie en général et tous les effets de commerce compris dans l'épicerie ;

Faire le commerce d'épicerie en gros et en détail ;

Prendre des agences pour le commerce de grains, provisions, épicerie en général et en établir ;

Acheter, vendre, échanger toutes propriétés mobilières et immobilières ;

Faire le commerce d'immeubles en général ;

S'amalgamer avec toutes autres compagnies ayant les mêmes objets que ceux de cette compagnie ;

Acheter des actions d'autres compagnies et les vendre ;

Vendre des actions d'autres compagnies et les racheter ;

Emprunter des capitaux par billets, obligations, hypothèques, débiteures ou sur toute autre garantie convenable, sous le nom de "Le Marché Populaire, Limitée", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en huit cents (800) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de juin 1913.

C. J. SIMARD,

2641.2      Sous secrétaire de la province.

Avis est par le présent donné que "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu, la Foudre et le Vent de la paroisse de Saint-Raphaël", ayant été établie aux termes de la Loi des Assurances de Québec, section XXII, chap. III, titre XI, des statuts refondus de Québec, 1909, et s'étant conformée aux exigences de la loi, la dite compagnie a été licenciée et a le droit de recevoir des applications et d'émettre des polices d'assurance, et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent, autorisée par le paragraphe VI de la dite section, peut légalement transiger, en rapport avec le genre d'affaires mentionnées dans leur déclaration à l'inspecteur.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-cinquième jour de juin 1913.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des Assurances, P. Q.

Branche des Assurances,  
Département du Trésor, Québec.      2689

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June, 1913, incorporating Messrs. Athanase Perusse, Adolphe Perusse, merchants, Charles Dufresne, joiner, Joseph Lacroix, lumber culler, all of Three Rivers, and Aug. Lemire, agent, of Montreal, for the following purposes :

To deal in provisions, grain, hay and generally in all farm produce ;

To carry on a general grocery business and deal in all goods included in the said business;

To carry on a wholesale and retail grocery business ;

To take and establish agencies for trading in grain, provisions, groceries in general;

To purchase, sell, exchange any moveable and immovable properties ;

To generally deal in real estate ;

To amalgamate with any other companies having the same objects as this company ;

To purchase shares in other companies and sell the same ;

To sell shares in other companies and buy the same ;

To borrow money on notes, obligations, hypothecs, debentures or any other suitable security, under the name of "Le Marché Populaire Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00 divided into eight hundred (800) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Three Rivers.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of June, 1913.

C. J. SIMARD,

2642      Deputy Provincial Secretary.

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu, la Foudre et le Vent de la paroisse de Saint-Raphaël", has been established in conformity with articles 6886 and following : parag. VI, section XXII, chap. III, title XI, of the revised statutes of Québec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to transact any business that a mutual insurance company against fire, lightning and wind, authorized by paragraph VI of the said section, may lawfully do in respect to the kind of business mentioned in their statement to the inspector.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twenty fifth day of June, 1913.

For the treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of insurance, P. Q.

Insurance Branch,  
Treasury Department, Québec.      2690

Avis est par le présent donné que le bureau des examinateurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira à :

Trois-Rivières, le 14 juillet 1913  
Gaspé, le 22 " "  
Chicoutimi, le 4 août "

pour procéder à l'examen des candidats qui désirent se qualifier comme mesureurs et classificateurs de bois.

Les aspirants candidats devront communiquer immédiatement avec ce département et désigner l'endroit où ils désirent se présenter.

Un honoraire de \$4 00 est exigible.

ELZ. MIVILLE DECHENE,  
Sous-Ministre des Terres et Forêts.  
Québec, 24 mai 1913. 2081.5

### EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

#### Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un de traverse, la construction d'usines ou tra-

aux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, signe ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers pu pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.— Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les oulées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou les dimensions de ce pont-tournant.

60.— Les dépenses et les frais occasionnés par des bill privés conférant quelque privilège exclusif, ou

Notice is hereby given that the Board of Examiners of Cullers of the province of Québec meet at :

Three Rivers, on the 14th of July, 1913  
Gaspé, " 22nd of " "  
Chicoutimi, " 4th of August, "

to examine candidates desiring to qualify as cullers and measurers.

Intending candidates should communicate at once with this department and mention the place where they intend presenting themselves.

A fee of \$4.00 is exacted.

ELZ. MIVILLE DECHENE,  
Deputy Minister of Lands and Forests.  
Québec 24th of May, 1913. 2082

### EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

#### Relating to notices for Private Bills

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation of any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other

pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la Chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

1761

R. CAMPBELL,  
G. C. I.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la

object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file with the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend any act of incorporation, and three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same are paid in each house.

1762

R. CAMPBELL,  
C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing

7 JUL 1913

propriétés d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations instantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle* de Québec, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, sans intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou des lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurances], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogeant aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges pécuniaires à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auquel ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession laquelle le requérant désire entrer. Et

Act.—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the Incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway, [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses which ought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Comm

omité des bills privés devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que a copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with the said Rule shall be re-cast by the promoters and printed at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of an existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, at a rate of \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees.

U. P. GEOFFRION,

763

Greffier de l'Assemblée Législative

L. P. GEOFFRION,

1764

Clerk of the Legislative Assembly

## Avis Divers

## Miscellaneous Notices

Province de Québec, }  
District de Montmagny. } *Cour Supérieurs.*  
No 273.

Dame Marie Lavallée, de la paroisse de Saint-Philémon, district de Montmagny, a, ce jour, institué une action en séparation de corps et de biens contre son mari, Louis Laliberté, cultivateur, du même lieu.

**MAURICE ROUSSEAU,**  
Procureur de la demanderesse.  
Montmagny, 7 juin 1913. 2649.2

Province de Québec, district de Saint-François, Cour Supérieure, No 805. Dame Annie Doherty, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, du canton de Bury, dit district, épouse commune en biens de Patrick Clark, commerçant de bois, des mêmes lieux, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

**LIONEL FOREST,**  
Avocat de la demanderesse.  
Sherbrooke, 18 juin 1913. 2585.3

Province de Québec, }  
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*  
No 3529.

Dame Eugénie Gratton, de la cité de Hull, dans le district d'Ottawa, épouse d'Osila d'Acoust, boucher, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

vs

Le dit Osila D'Acoust, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 17ième jour de juin 1913.

**L. A. LEDUC,**  
Procureur de la demanderesse.  
2587.3

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 1711.

Dame Lilly Fisette, de la cité et du district de Montréal, épouse de Joseph Louis Vachon, agent, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

vs

Le dit Joseph Louis Vachon, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée le 4 juin 1913.

**LAMARRE & BRODEUR,**  
Procureurs de la demanderesse.  
2421.4

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 2123.

Dame Ann Elizabeth Dwyer, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de John Clark Savage, épicer et électricien, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

vs

Le dit John Clark Savage, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 30 mai 1913.

**KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,**  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 5 juin 1913. 2425.4

*Cour Supérieure.*  
No 1640.

Le 24ième jour de juin 1913, Anna Poiré, de Québec, épouse de Adjudor Vallerand, du même lieu, tailleur, a institué une action en séparation de biens.

**DROUIN, DROUIN, SEVIGNY,**  
**DROUIN & GRENIER,**  
Procureurs de la demanderesse.  
2683.2

Province of Quebec, }  
District of Montmagny. } *Superior Court*  
No. 273.

Dame Marie Lavallée, of the parish of Saint Philémon, district of Montmagny, has, this day, instituted an action for separation as to property and bed and board against her husband, Louis Laliberté, farmer, of the same place.

**MAURICE ROUSSEAU,**  
Attorney for Plaintiff  
Montmagny, 7th June, 1913. 2650

Province of Quebec, District of Saint Francis, superior court, No. 805, Dame Annie Doherty, duly authorized to "ester en justice aux fins des présentes," of the township of Bury, said district, wife common as to property of Patrick Clark, of the same place, has this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

**LIONEL FOREST,**  
Attorney for Plaintiff.  
Sherbrooke 18th June, 1913. 2586

Province of Quebec, }  
District of Ottawa. } *Superior Court.*  
No. 3529.

Dame Eugénie Gratton, of the city of Hull, in the district of Ottawa, wife of Osila D'Acoust, butcher, of the same place, and duly authorized to enter-suit in the present case,

vs

The said Osila D'Acoust, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 17th day of June, 1913.

**L. A. LEDUC,**  
Attorney for plaintiff.  
2588

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1711.

Dame Lilly Fisette, of the city and district of Montreal, wife of Joseph Louis Vachon, agent, of the same place, duly authorized to sue in law,

Plaintiff ;

vs

The said Joseph Louis Vachon, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted in this case the 4th June, 1913.

**LAMARRE & BRODEUR,**  
Attorneys for plaintiff.  
2422

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court*  
No. 2123.

Dame Ann Elizabeth Dwyer, of the city and district of Montreal, wife common as to property of John Clark Savage, grocer and electrician, of the same place, duly authorized to "ester en justice",

Plaintiff ;

vs

The said John Clark Savage, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted in this case on the 30th day of May, 1913.

**KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,**  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 5th June, 1913. 2426

*Superior Court.*  
No. 1640.

On the 24th June, 1913, Anna Poiré, of Quebec, wife of Adjudor Vallerand, of the same place, tailor, has instituted an action for "séparation de biens".

**DROUIN, DROUIN, SEVIGNY,**  
**DROUIN & GRENIER,**  
Attorneys of plaintiff.  
2684

Province de Québec, }  
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*  
No 3521.

Dame Rachelle Whiesell, de la paroisse de Saint-André Avellin, district d'Ottawa, épouse commune en biens de Alexandre Picard, menuisier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs  
Le dit Alexandre Picard, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le quatrième jour de juin 1913.  
MAJOR & FORTIER,  
Procureur de la demanderesse.  
Hull, 4 juin 1913. 2423.4

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 3192.

Dame Elizabeth Frances Hoare, de la cité et du district de Montréal, épouse de Francis Arthur Stephen, du même endroit, laitier, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs  
Le dit Francis Arthur Stephen, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, par la dite demanderesse contre le dit défendeur.

BUSTEED & ROBERTSON,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 6 juin 1913. 2409.5

Province de Québec, }  
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*  
No 191.

Dame Anna Landry, de Victoriaville, épouse commune en biens de Eugène Béliveau, agent d'immeubles, du même lieu, a intenté une action en séparation de biens contre son mari, le 9 juin 1913.

WILFRID LALIBERTE,  
Procureur de la demanderesse.  
Arthabaska, 11 juin 1913. 2481.4

*Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.*  
No 190.

Dame Olivine Mailhot, de Warwick, épouse commune en biens de Rémi Hamel, du même lieu, industriel, a intenté une action en séparation de biens contre son mari, le 9 juin 1913.

WILFRID LALIBERTE,  
Procureur de la demanderesse.  
Arthabaska, 11 juin 1913. 2479.4

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 330.

Dame Bertha Yampolsky, des cité et district de Montréal, épouse de Max Wener, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice; vs le dit Max Wener.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur.

JACOBS, HALL,  
COUTURE & FITCH,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 30 mai 1913. 2299.5

Province de Québec, }  
District de Kamouraska. }  
No 5234.

Dame Marie Louise Letourneau, de la cité de Fraserville, épouse de Joseph Sewbert Bernard, hôtelier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs Joseph Sewbert Bernard, de la cité de Fraserville, hôtelier, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 9 juin 1913.

LOUIS A. TALBOT,  
Procureur de la demanderesse.  
Fraserville, 9 juin 1913. 2527.3

Province of Quebec, }  
District of Ottawa. } *Superior Court.*  
No. 3521.

Dame Rachelle Whiesell, of the parish of Saint André Avellin, district of Ottawa, wife common as to property of Alexandre Picard, of the same place, and duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ;

vs  
The said Alexandre Picard, Defendant.  
An action for separation of property has been instituted in this case the 4th day of June, 1913.  
MAJOR & FORTIER,  
Attorneys for the plaintiff.  
Hull, 4th June, 1913. 2424

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 3192.

Dame Elizabeth Frances Hoare, of the city and district of Montreal, wife of Francis Arthur Stephen, of the same place, milkman, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ;

vs  
The said Francis Arthur Stephen, Defendant.  
An action for separation as to property has, this day, been instituted by the said plaintiff against the said defendant.

BUSTEED & ROBERTSON,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 6th June, 1913. 2410

Province of Quebec, }  
District of Arthabaska. } *Superior Court.*  
No. 191.

Dame Anna Landry, of Victoriaville, wife common as to property of Eugène Béliveau, of the same place, real estates agent, has taken an action for separation as to property against her husband, on the 9th day of June, 1913.

WILFRID LALIBERTE,  
Attorney for plaintiff.  
Arthabaska, 11th June, 1913. 2482

*Superior Court.—District of Arthabaska.*  
No. 190.

Dame Olivine Mailhot, of Warwick, wife common as to property of Remi Hamel, of the same place, industrial, has taken and action for separation as to property, against her husband, on the 9th day of June 1913.

WILFRID LALIBERTE,  
Attorney for plaintiff.  
Arthabaska, 11th June, 1912. 2480

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court*  
No. 330.

Dame Bertha Yampolsky, of the city and district of Montreal, wife of Max Wener, of the same place, duly authorized "à ester en justice" vs the said Max Wener.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant.

JACOBS, HALL,  
COUTURE & FITCH  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 30th May, 1913. 2300

Province of Quebec, }  
District of Kamouraska. }  
No. 5234.

Dame Marie Louise Letourneau, of the city of Fraserville, wife of Joseph Sewbert Bernard, hotelkeeper, of the same place, duly authorized to "ester en justice". Plaintiff ; vs Joseph Sewbert Bernard, of the city of Fraserville, hotelkeeper, Defendant.

An action for separation of property has been instituted in this cause, on the 9th June, 1913.

LOUIS A. TALBOT,  
Attorney for the plaintiff.  
Fraserville, 9th June, 1913. 2528

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 2417.

Dame Georgiana Harman, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Ethier, contracteur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.

BISSONNET & CORDEAU,  
 Avocats de la demanderesse.  
 Montréal, 30 juin 1913. 2745

Province de Québec, }  
 District de Bedford. } *Cour Supérieure.*  
 No 9074.

Dame Valerie Laroche, du village de Sainte-Pudentienne, dans le district de Bedford, épouse commune en biens de Anselme Brin, dûment autorisée,  
 Demanderesse ;

vs  
 Anselme Brin, du même lieu, ex-hôtelier,  
 Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 26 juin 1913.

C. A. NUTTING,  
 2793 Procureur de la demanderesse.

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 2417.

Dame Georgiana Harman, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Ethier, of the same place, contractor, and duly authorized to "ester en justice" has, this day, brought an action against her husband for separation as to property.

BISSONNET & CORDEAU,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 30th June, 1913. 2746

Province of Quebec, }  
 District of Bedford. } *Superior Court.*  
 No. 9074.

Dame Valerie Laroche, of the village of Sainte-Pudentienne, in the district of Bedford, wife common as to property of Anselme Brin, duly authorized,  
 Plaintiff ;

vs  
 Anselme Brin, of the same place, ex-hotelkeeper,  
 Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 26th June, 1913.

C. A. NUTTING,  
 2794 Attorney for plaintiff.

### Avis

Province de Québec.

COMTE DE CHARLEVOIX.

Municipalité du village de la Baie Saint Paul.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Thomas Cimon, secrétaire-trésorier du conseil municipal de la municipalité du village de la Baie Saint-Paul, qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, aux fins d'ériger en municipalité de ville la municipalité du village de la Baie Saint Paul.

1° Le nom de la municipalité de la ville projetée "La ville Baie Saint-Paul.

2° Les limites de la municipalité de la ville projetée couvriront une superficie d'environ douze cents acres et seront les mêmes que les limites actuelles de la municipalité du village de la Baie Saint-Paul, lesquelles sont comme suit : à l'est par la rivière du Gouffre, à partir du confluent du Bras nord-ouest à aller jusqu'à la ligne séparant le No 632 du No 633 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de la Baie Saint-Paul; de là, suivant cette ligne jusqu'à sa rencontre avec celle qui sert de profondeur au No 632, et suivant cette profondeur jusqu'à sa rencontre au nord avec la ligne séparant les Nos 635 et 639 du No 649, cette dernière ligne devant être suivie jusqu'à sa jonction avec la rivière à Renaud; à l'ouest, par la dite rivière à Renaud jusqu'à sa rencontre avec la ligne séparant le No 679 du No 675 du dit cadastre, ligne qui devra être suivie jusqu'à son intersection avec la ligne séparant le No 675 du No 673; au nord, par une ligne droite partant du dit point d'intersection et se terminant à l'angle nord-est de l'emplacement de Charles Tremblay, suivant ensuite la ligne nord du dit emplacement et le prolongeant par une ligne droite jusqu'à sa rencontre avec la ligne séparant le No 698 du No 716, susdit cadastre, à l'ouest par cette dernière ligne jusqu'au sommet de l'angle droit qu'elle forme avec la ligne séparant les Nos 718, 719 et 723 du No 778, susdit cadastre; de là, suivant cette dernière ligne jusqu'à l'angle nord-ouest du dit lot No 778, et à l'ouest partant de cet angle par une ligne droite se terminant à l'angle nord-ouest du No 983 du dit cadastre, au sud-

### Notice

Province of Quebec.

COUNTY OF CHARLEVOIX.

Municipality of village of Baie Saint Paul.

Public notice is hereby given by the undersigned, Thomas Cimon, secretary treasurer of the municipal council of the municipality of the village of Baie Saint Paul, that application will be made to the Lieutenant-Governor in council of the province of Quebec, for the erection of the municipality of the village of Baie Saint Paul into a town municipality.

1. The name of the municipality of the projected town will be "Town of Baie Saint Paul".

2. The limits of the municipality of the projected town will comprise an area of about twelve hundred acres and will be the same as the present limits of the municipality of the village of Baie Saint Paul which are as follows, to wit: bounded on the east by the river Du Gouffre, strating from the confluence of the Bras Nord-Ouest going to the line separating No. 632 from No. 633, of the plan and book of reference of the official cadastre of the said parish of Baie Saint Paul; thence, following that line to its intersection with the one making the dep'h of No. 632, and following this depth to its intersection on the north with the line separating Nos. 635 and 639 from No. 649, this latter line to be following to its junction with the Rivière à Renaud, on the west by the Rivière à Renaud to its meeting with the line separating No. 679 from No. 675, of the said cadastre, said line to be followed to its intersection with the line separating No. 675 from No. 673; on the north by a straight line starting from the said point of intersection and ending at the north east angle of the lot of Charles Tremblay, thence following the north line of the said lot and continuing it by a straight line to its meeting with the line separating No. 698 from No. 716, of the said cadastre, on the west by this latter line to the summit of the right angle which it forms with the line separating numbers 718, 719 and 723 from No. 778, of the aforesaid cadastre; thence, following this last line to the north west angle of said lot No. 778, and at the west starting from that angle by a straight line ending at the north west angle of No. 983, of the said cadastre, on the south west by following the main line

ouest en suivant la grande ligne sud-ouest du dit lot 983 jusqu'à la ligne servant de base au dit lot No 983, et continuant ensuite une ligne droite dans la même direction jusqu'à ce qu'elle rencontre la rive du fleuve Saint-Laurent, au sud par le dit fleuve Saint-Laurent jusqu'à l'embouchure de la rivière du Gouffre, à l'est par la dite rivière jusqu'à l'endroit sur sa rive est de sa rencontre avec l'angle sud-est du No 317 du cadastre susdit; et de là, par une ligne droite traversant le chemin Royal jusqu'à l'angle sud-ouest du No 306, et suivant ensuite la ligne sud-est des Nos 306 et 305 du dit cadastre, jusqu'à la profondeur du dit lot 305, suivant ensuite la ligne nord-est du dit No 305 jusqu'à la route appelée route de Boniface Cimon; et de là, suivant cette route et le chemin auquel elle aboutit jusqu'au ruisseau Rouge qui passe dans la ligne séparant le No 313 du No 308 et suivre ensuite le dit ruisseau jusqu'à sa rencontre avec la ligne séparant le No 368 du No 309 du dit cadastre, et suivre cette dernière ligne en se dirigeant vers le sud-ouest jusqu'à sa rencontre avec la rivière du Gouffre, et de ce dernier point jusqu'à l'embouchure du dit bras nord-ouest par la rivière du Gouffre.

3° Le chiffre de la population tel que constaté par le recensement fait sur l'ordre du conseil de cette municipalité et en date du douze juin mil neuf cent treize, est de deux mille quatre-vingt-quinze habitants.

4° La municipalité du village de la Baie Saint-Paul, sera érigée en ville, sous l'empire de la "Loi des Cités et Villes" (R. S. Q., 1909).

Donné en le village de la Baie Saint-Paul, ce dix-sept Juin mil neuf cent treize.

(Signé) THOMAS CIMON,  
Sec.-trés. dûment autorisé.

2597.3

### Avis de Faillites

Province de Québec, }  
District de Trois-Rivières. } Cour Supérieure.  
No 285.

Dans l'affaire de Edouard Beauchemin, marchand,  
de la ville de Nicolet, dit district,  
Débiteur insolvable;

et

Dame Diana O'Shaughnessey et vir,  
Créancière requérant cession.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur a, le 23e jour de juin 1913, fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Trois-Rivières.

ALPHONSE TURCOTTE,  
Gardien provisoire.

Trois-Rivières, 27 juin 1913. 2699

Province de Québec, }  
District de Québec. } Cour Supérieure.  
No. 1422.

Dans l'affaire de Ernest G. Odell, marchand de bois,  
Québec, Insolvable.

Avis est par les présentes donné que, le 30ème jour de juin 1913, nous avons été nommés curateurs et MM. A. J. Goodhall, gérant de la Banque Impériale, Basse Ville, et A. B. Van Felson, directeur gérant de la New-York Life Insurance Co., inspecteurs.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit failli sont requises de les produire dûment attestées sous trente jours de cette date.

LARUE & TRUDEL,  
Curateurs.

Bureau: Edifice "Dominion",  
126, rue Saint-Pierre, Québec.  
Québec, 30 juin 1913.

2747

south west of No. 983 to the line marking the base of said lot No. 983, and thence continuing in a straight line in the same direction until it meets the bank of the river Saint Lawrence, on the south by the said river Saint Lawrence to the mouth of the river Du Gouffre, on the east by the said river to the place on the east bank where it meets the south east angle of No. 317, of the cadastre; and from thence by a straight line crossing the King's highway to the south west angle of No. 306, and thence following the south east line Nos 306 and 305, of the said cadastre, to the rear of said No. 305, thence following the north east line of said No. 305 to the road called *Route de Boniface Cimon*; and thence, along that road and the road at which it ends to the creek (*ruisseau rouge*) which passes on the line separating No 313 from No. 308, and thence following the said creek to its meeting with the line separating No. 368 from No. 309, of the said cadastre, and thence following this latter line, running south west to its meeting with the river Du Gouffre, and from this latter point to the mouth of the said Bras Nord-Ouest by the said river Du Gouffre.

3. The number of inhabitants as established by the census taken on the order of the council of the said municipality dated the twelfth day of June, one thousand nine hundred and thirteen is of two thousand and ninety five souls.

4. The municipality of the village of Baie Saint Paul, will be erected into a town under the "Cities and Towns' act." (R. S. Q., 1909).

Given in the village of Baie Saint Paul, this seventeenth day of June, one thousand nine hundred and thirteen.

(Signed) THOMAS CIMON,  
Secretary treasury, duly authorized.

2598

### Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
District of Three Rivers. } Superior Court.  
No. 285.

In the matter of Edouard Beauchemin, merchant, of  
the town of Nicolet, aforesaid district,  
Insolvent debtor;

and

Dame Diana O'Shaughnessey et vir,  
Creditor petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said debtor has, on the 23rd day of June, 1913, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court, at Three Rivers.

ALPHONSE TURCOTTE,  
Provisional guardian.

Three Rivers, 27th June, 1913. 2700

Province of Quebec, }  
District of Quebec. } Superior Court.  
No. 1422.

In the matter of Ernest G. Odell, lumber merchant,  
Quebec, Insolvent.

Notice is hereby given that, on 30th June, 1913, we have been appointed curators and Messrs A. J. Goodhall, manager of Imperial Bank, Lower Town, and A. B. Van Felson, managing director of the New York Life Ins. Co., inspectors.

All parties having claims against the said insolvent are requested to file same duly attested under oath within thirty days from this date.

LARUE & TRUDEL,  
Curators.

Offices: "Dominion" Building,  
126, Saint Peter Street, Quebec.  
Quebec, 30th June, 1913.

2748

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Lewis Wartelsky, Montréal, Insolvable.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera payable à nos bureaux, le ou après le 22 juillet 1913.

Toute contestation de ce dividende devront nous être produites avant la date sus-mentionnée.

P. J. CHARTRAND,  
 P. L. TURGEON,

Curateurs conjoints.

55, Saint François-Xavier, Montréal, 2733

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

No 136.

B. Cohen *et al*, Demandeurs ;

vs

I. Cohen *et al*, Défendeurs, faisant affaires comme commerçants dans la ville de Longue Pointe, district de Montréal, sous les nom et raison de "B. Cohen Brothers".

Avis est par le présent donné que, par un jugement de la cour supérieure rendu le 26e jour de juin 1913, le soussigné a été dûment nommé liquidateur des susdits biens.

Toutes personnes ayant des réclamations contre les susdits biens sont requis de les produire dûment attestées sous trente jours, afin de garantir leur collocation pour dividende.

HENRI DESROSIERS,  
 Liquidateur.

Bureau de Michaud & DesRosiers,  
 Comptables et liquidateurs,  
 55, rue Saint-François-Xavier.  
 Montréal, 2 juillet 1913. 2741

Province de Québec, }  
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*

No 173.

Avis est par le présent donné que, Ignace Girardin, du canton de Saint-Edwidge de Clifton, dans le dit district, marchand de bois et commerçant, a fait, ce jour, à la demande de Louis Favreau, du même lieu, commerçant, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure à Sherbrooke, dans le dit district.

W. L. SHURTLEFF,  
 Procureur du gardien provisoire  
 L. J. Favreau.

Daté le 30 juin 1913. 2743

Dans l'affaire de Roy & Boyer, entrepreneurs, Gracefield, Insolvable.

Avis vous est par le présent donné que j'ai été nommé, ce jour, curateur à cette faillite.

Les réclamations assermentées doivent être envoyées au soussigné dans les trente jours de cet avis, si elles ne m'ont pas déjà été remises.

J. E. COUTURE,  
 Curateur.

Hull, 27 juin 1913. 2697

*District de Québec.*

Dans l'affaire de Melle Blanche Lizotte, Québec, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 21 juillet 1913, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,  
 Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie.  
 Bâtisse de la Cie du Richelieu.  
 Québec, 2 juillet 1913. 2771

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Lewis Wartelsky, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend has been prepared in this matter, and will be payable at our office, on or after the 22nd of July, 1913.

All contestation of said dividend must be filed with us before the date above mentioned.

P. J. CHARTRAND,  
 P. L. TURGEON,

Joint curators.

55, Saint François Xavier street, Montreal 2734

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*

No. 136.

B. Cohen *et al*, Plaintiffs ;

vs

I. Cohen *et al*, Defendants, carrying on business as traders in the town of Longue Pointe, district of Montreal, under the firm, name and style of "B. Cohen Brothers".

Notice is hereby given that, by a judgment of the superior court rendered on the 26th day of June, 1913, the undersigned has been duly appointed liquidator to the above named firm.

Parties having claims against the above estate are requested to file same duly attested within thirty days in order to ensure their collocation for dividend.

HENRI DESROSIERS,  
 Liquidator.

Office of Michaud & DesRosiers,  
 Accountants and liquidators,  
 55, Saint François Xavier street.  
 Montreal, 2nd July, 1913. 2742

Province of Quebec, }  
 District of Saint Francis. } *Superior Court.*

No. 173.

Notice is hereby given that, Ignace Girardin, of the township of Saint Edwidge de Clifton, in said district lumber dealer and trader, has, this day, upon the demand of Louis J. Favreau, of the same place, trader, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors in the office of the protonotary of the superior court at Sherbrooke in said district.

W. L. SHURTLEFF,  
 Attorney for provisional guardian  
 L. J. Favreau.

Dated 30th June, 1913. 2744

In the matter of Roy & Boyer, contractors, Gracefield, Insolvents.

Notice is hereby given that I have been appointed to-day, curator to this estate.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice, if not already filed.

J. E. COUTURE,  
 Curator.

Hull, 27th June, 1913. 2698

*District of Québec.*

In the matter of Blanche Lizotte, Québec, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 21st July, 1913, and after which date this dividend will be payable at our office.

J. P. E. GAGNON,  
 Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
 Québec, 2nd July, 1913. 2772

## Licitations

Province de Québec,  
District de Montréal } *Cour Supérieure.*  
No 3711.  
Dame Sarah Ann Millan, Demanderesse ;  
et  
Andrew Albert Millan *et al.*, Défendeurs ;  
vs

George A. Mace *et al* *ès-qualité*, Mis en cause.  
Avis est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure pour la province de Québec, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, rendu le 30ème jour de juin 1913, dans une cause où Dame Sarah Ann Millan, des cité et district de Montréal, fille majeure et usant de ses droits, est demanderesse ; contre Andrew Albert Millan, ci-devant des cité et district de Montréal, et maintenant absent de cette province, en des lieux inconnus ; William John Millan, Dame Margaret Millan, épouse de George A. Mace, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Helena Millan et Joseph Millan, tous ces derniers, des cité et district de Montréal, défendeurs, et George A. Mace, ci-dessus nommé en sa qualité de curateur nommé au dit absent ci-dessus nommé Andrew Albert Millan, Sarah Ann Millan et William John Millan, aussi ci-dessus nommés, et le dit George A. Mace, aussi ces derniers en leur qualité d'exécuteurs testamentaires du testament de feu Joseph Millan, mise en cause, ordonnant la licitation de certaines propriétés imr.obilières dérites comme suit :

1° Le lot numéro treize cent quinze (1315), du cadastre officiel et des plan et livre de renvoi du quartier Sainte-Anne, de la cité de Montréal ;

2° Le lot numéro quarante-six (46), de la subdivision du lot numéro quatre cent soixante-six (466), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal—avec les bâtisses érigées sur chacun des deux dits lots.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérissur, le DOUZIEME jour d'AOUT prochain, 1913, à DIX heures et DEMIE du matin, cour tenante, dans la salle numéro 31, au palais de justice, dans la cité de Montréal ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans le délai prescrit par le présent, elles seront forcloes du droit de le faire.

L. G. A. CRESSÉ,  
Procureur de la demanderesse  
Montréal, 2 juillet 1913. 2773  
[Première publication, 5 juillet 1913.]

Province de Québec,  
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*  
No 643.  
William Smillie *et al.*, Demandeurs ;  
vs  
Thomas Smillie *et al.*, Défendeurs.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Sainte-Scholastique, dans le district de Terrebonne, le 15 mai 1913, dans une cause dans laquelle William Smillie, journalier, de ville d'Onaway, comté de Presque Isle, dans l'état du Michigan, l'un des états unis de l'Amérique, et Elizabeth Smillie de Glenora, dans la province du Manitoba, épouse commune de biens de John Thompson,

## Licitations

Province of Quebec,  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 3711.  
Dame Sarah Ann Millan, Plaintiff,  
and  
Andrew Albert Millan *et al.*, Defendants ;  
vs  
George A. Mace *et al* *ès-qualité*, Mis en cause.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the superior court for the province of Quebec, sitting at Montreal, in the district of Montreal, the 30th day of June, 1913, in a cause, in which Dame Sarah Ann Millan, spinster "et usant de ses droits" is plaintiff, and Andrew Albert Millan, heretofore of the city and district of Montreal, and now of parts unknown, William John Millan, Dame Margaret Millan, wife of George A. Mace, and the latter to authorize his said wife for the purpose hereof, Helena Millan and Joseph Millan, all the latter of the city and district of Montreal, and George A. Mace, heretofore named, in his capacity of curator appointed to the above named absentee Andrew Albert Millan, and the said George A. Mace, Sarah Ann Millan and William John Millan, also above named, the latter in their capacity of testamentary executors under the will of the late Joseph Millan "mis en cause", ordering the licitation of certain immoveable properties described as follows :

1. Lot number one thousand three hundred and fifteen (1315), of the official plan and book of reference for Saint Ann's ward, in the city of Montreal ;

2. Lot number four hundred and sixty six (466), subdivision forty six, of the official plan and book of reference for Saint Antoine ward, in the city of Montreal—with buildings thereon erected on both said two lots.

The above designed immoveables will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TWELFTH day of AUGUST next, 1913, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, sitting the court, in room No. 31, at the court house of city Montreal ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited at the office of the protonotaire of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the protonotaire of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

L. G. A. CRESSÉ,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 2nd July, 1913. 2774  
[First published, 5th July, 1913.]

Province of Quebec,  
District of Terrebonne. } *Superior Court.*  
No. 643.  
William Smillie *et al.*, Plaintiffs ;  
vs  
Thomas Smillie *et al.*, Defendants.

Public notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Sainte Scholastique, in the district of Terrebonne, on the 15th May, 1913, in a cause in which William Smillie, laborer, of the town of Onaway, county of Presque Isle, in the state of Michigan, one of the united states of America, and Elizabeth Smillie, of Glenora, in the province of Manitoba, wife common as to property of John Thompson,

cultivateur, du même lieu, et le dit John Thompson, tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, et Mary Smillie, de Auburn, dans le comté de Providence, dans l'état du Rhode Island, l'un des états unis de l'Amérique, veuve de feu James Jordan, en son vivant journaliste du même lieu, sont Demandeurs, et Thomas Smillie, cultivateur, du township de Chatham, district de Terrebonne, et Samuel Bédard et Marie Bédard, fille majeure et usant de ses droits, tous deux du village de Chenneville, dans le comté d'Hartwell, district d'Ottawa, enfants et héritiers issus du mariage de feu Isabella Smillie et Elie Bédard, tous deux maintenant décédés, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

Une terre sise et située dans le township de Chatham, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, connue et désignée au plan et livre de renvoi officiels pour le dit township, sous les lots numéros 628 et 706—avec bâtisses dessus érigées.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le SEPTIEME jour d'AOUT prochain, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, au village de Sainte-Scholastique; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de la faire.

L. L. LEGAULT,  
Procureur des demandeurs.  
Sainte-Scholastique, 25 juin 1913. 2719  
[Première publication, 5 juillet 1913.]

### Ventes par le Shérif—Arthabaska

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Arthabaska, à savoir : } G. A. DUCLOS, bourgeois, de la cité de Montréal, Demandeur; contre OMER BRUNET, Défendeur.

1° Partie du lot numéro seize, dans le deuxième rang du canton de Wickham, connue et désignée comme étant le numéro quatre-vingt quatre (84), du cadastre officiel du dit canton de Wickham—circonstances et dépendances.

2° La partie du lot numéro dix-sept, du même deuxième rang du dit canton de Wickham, maintenant connue comme étant les lots numéros quatre-vingt-cinq et quatre-vingt-six (85 et 86), du dit cadastre officiel du canton de Wickham—circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Saint-Frédéric de Drummondville, le SIXIEME jour d'AOUT prochain 1913, à NEUF heures du matin.

P. L. TOJSIGNANT, Shérif.  
Bureau du Shérif, Arthabaska, 30 juin 1913. 2739  
[Première publication, 5 juillet 1913.]

farmer, of the same place, and the said John Thompson, both personally and to authorize his wife for the purposes hereof, and Mary Smillie, of Auburn, in the county of Providence, in the state of Rhode Island, one of the united states of America, widow of the late James Jordan, in his lifetime laborer, of the same place, are Plaintiffs, and Thomas Smillie, farmer, of the township of Chatham, district of Terrebonne, and Samuel Bedard and Marie Bedard, spinster of the full age of majority and in the full exercise of her rights, both of the village of Chenneville, in the township of Hartwell, children and heirs issued from the marriage of the late Isabella Smillie and Elie Bedard, both dead, are Defendants, ordering the licitation of certain immovables designated as follows, to wit :

A farm being and situate in the township of Chatham, county of Argenteuil, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and in the official book of reference for the said township, under the numbers 626 and 706—with buildings thereon erected.

The above described immovable will be put up at auction and adjudged to the last and highest bidder, on the SEVENTH day of AUGUST next, sitting the court, in the court room of the court house, in the village of Sainte Scholastique; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and being the parties in default of filing such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

L. L. LEGAULT,  
Attorney for the plaintiffs.  
Sainte Scholastique, 25th June, 1913. 2720  
[First published, 5th July, 1913.]

### Sheriff's Sales—Arthabaska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Arthabaska, to wit : } G. A. DUCLOS, gentleman, of the city of Montreal, Plaintiff; against OMER BRUNET, Defendant.

1. Part of lot number sixteen, in the second range of the township of Wickham, known and described as being now number eighty four (84), of the official cadastre of said township of Wickham—circumstances and dependencies.

2. That part of lot number seventeen, in the same second range of said township of Wickham, now known as being lots numbers eighty five and eighty six (85 and 86), of said official cadastre for the township of Wickham—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Frederick of Drummondville, on the SIXTH day of AUGUST next, 1913, at NINE o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT, Sheriff.  
Sheriff's office, Arthabaska, 30th June, 1913. 2740  
[First published 5th July, 1913.]

## Ventes par le Shérif—Beauce

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Cour Supérieure.—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } **N**APOLÉON MERCIER,  
No 1182. } Demandeur ; contre  
**ALPHONSE HAMEL**, Défendeur.

Un terrain situé dans le troisième rang du township de Tring, faisant partie du lot numéro trois cent cinquante-deux (352), du cadastre pour la paroisse de Saint-Victor de Tring, contenant tout le terrain qui se trouve au chemin de front depuis dix pieds au nord-ouest d'un moulin y construit, à venir à une souche de sapin, et formant environ cent cinquante pieds, et en profondeur, tout le terrain entre le dit chemin de front et la rivière Le Bras, ainsi qu'un moulin à farine y construit, et tous les accessoires et outillage du dit moulin, autres bâtisses dessus construites, la chaussée, et le droit d'inonder les terres de Léon Fontaine, Charles Poulin, Louis Grondin, Joseph Pomerleau et Joseph Veilleux, suivant les actes intervenus entre eux, les ailes de la chaussée, le terrain seulement sur lequel sont construites et appuyées ces constructions.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Victor de Tring, le **CINQUIÈME** jour d'**AOUT** prochain 1913, à **DIX** heures de l'avant-midi.

**JOS. POIRIER,**

Bureau du shérif, Shérif.  
Saint-Joseph, Beauce, 2 juillet 1913. 2785  
[Première publication, 5 juillet 1913.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Cour Supérieure.—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } **J**EAN THOMAS LAMON-  
No 1205. } **T**AGNE, Demandeur ;  
contre **J**EAN CLOUTIER, Défendeur.

Le lot de terre numéro quatre (4), du premier rang de Crambourne, étant connu sous le lot numéro neuf (9), du cadastre officiel pour Crambourne—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Odilon de Crambourne, le **SEPTIÈME** jour d'**AOUT** prochain (1913), à **ONZE** heures de l'avant-midi.

**JOS. POIRIER,**

Bureau du shérif, Shérif.  
Saint-Joseph, Beauce, 2 juillet 1913. 2783  
[Première publication, 5 juillet 1913.]

## Ventes par le Shérif—Beauharnois

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Cour Supérieure.*

Province de Québec, } **H**YMAN DRAPKIN  
District de Montréal. } **E**T AL, Deman-  
No. 727. } deurs ; vs **D**A M E  
**ANNIE GOLDSTEIN** et vir, Défenderesse.

Comme appartenant à la défenderesse :

La moitié sud-ouest du lot No 87, de la paroisse de Saint-Timothée ; borné au nord-ouest par le fleuve Saint-Laurent, au nord-est par la moitié nord-est du dit lot, au sud-est par un chemin public, et au sud-ouest par le lot No 88.

## Sheriff's Sales—Beauce

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the un-dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Superior Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } **N**APOLÉON M E R C I E R,  
No. 1182. } Plaintiff ; against **A**L-  
**PHONSE HAMEL**, Defendant.

A lot of land situate in the third range of the township of Tring, forming part of lot number three hundred and fifty two (352), of the cadastre for the parish of Saint Victor de Tring, containing the whole of the land on the front road from a distance of ten feet to the north west of the mill erected thereon to a fir stump and measuring about one hundred and fifty feet, and in depth the whole of the land between the said front road and the river Le Bras, with a flour-mill erected thereon and all its equipment and accessories, the other buildings erected thereon, dam and the right to inundate the lands of Léon Fontaine, Charles Poulin, Louis Grondin, Joseph Pomerleau and Joseph Veilleux, in accordance with the deeds executed between them, the wings of the dams, and the land on which the said structures are erected and supported.

To be sold at the church door of the parish of Saint Victor de Tring, on the **FIFTH** day of **AUGUST** next, 1913, at **TEN** o'clock in the forenoon.

**JOS. POIRIER,**

Sheriff's Office, Shérif.  
Saint Joseph, Beauce, 2nd July, 1913. 2786  
[First published, 5th July, 1913.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Superior Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } **J**EAN THOMAS LAMON-  
No. 1205. } **T**AGNE, Plaintiff ; against  
**J**EAN CLOUTIER, Defendant.

The lot of land number four (4), of the first range of Crambourne, being known under the number nine (9), of the official cadastre for Crambourne—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Odilon de Crambourne, on the **SEVENTH** day of **AUGUST** next (1913), at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

**JOS. POIRIER,**

Sheriff's Office, Shérif.  
Saint Joseph, Beauce, 2nd July, 1913. 2784  
[First published, 4th July, 1913.]

## Sheriff's Sales—Beauharnois

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the un-der mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** ha-ve been seized, and will be sold at the respective tim-e and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.***Superior Court.*

Province of Québec, } **H**YMAN DRAPKIN  
District of Montreal. } **E**T AL, Plaintiffs ;  
No. 727. } vs. **D**A M E **A**N N I E  
**GOLDSTEIN** et vir, Defendants.

As belonging to the defendants :

The south west half of lot No. 87, of the parish of Saint Timothée ; bounded on the north west by the Saint Lawrence river, on the north east by the north east half of the said lot, on the south east by a public road, and to the south west by lot No. 88.



paroisse du Cap Saint-Ignace le CINQUIÈME jour d'AOUT prochain 1913, à DIX heures du matin.

GEO. ROY.

Bureau du shérif, Shérif.  
Montmagny, 2 juillet 1913. 2787  
[Première publication, 5 juillet 1913.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—Montmagny.*

Montmagny, à savoir : } **D**ELLE ELISE CARON, fille majeure et usant de ses droits, de la ville de Montmagny, Demanderesse ; contre NAPOLEON BERNIER, du Cap Saint-Ignace, Défendeur.

Un terrain situé en la deuxième concession de la paroisse du Cap Saint-Ignace, de la contenance de un arpent et demi carré, connu et désigné sous le No quatre cent cinquante-quatre, du cadastre officiel de la paroisse du Cap Saint-Ignace—avec les bâtisses dessus construites, et bâtisse servant comme moulin à farine, avec tous ses accessoires, bluteaux, moulages, etc., circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Cap Saint-Ignace, le QUINZIÈME jour de JUILLET prochain, 1913, à DIX heures du matin.

GEO. ROY.

Bureau du shérif, Shérif.  
Montmagny, 10 juin 1913. 2459.2  
[Première publication, 14 juin 1913.]

Cap Saint Ignace, on the FIFTH day of AUGUST next 1913, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY.

Sheriff's office, Shérif.  
Montmagny, 2nd July, 1913. 2738  
[First published, 5th July, 1913.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—Montmagny.*

Montmagny, to wit : } **M**ISS ELISE CARON, spinster in the full exercise of her rights, of the town of Montmagny, Plaintiff ; against NAPOLEON BERNIER, of Cap Saint Ignace, Defendant.

A lot of land situate in the second concession of the parish of Cap Saint Ignace, containing one and a half square arpent, known and designated under the No. four hundred and fifty four, of the official cadastre of the parish of Cap Saint Ignace—with the building erected thereon and a building used as a flour mill, with all the accessories, sifters, mill stones, etc, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Cap Saint Ignace, on the FIFTEENTH day of JULY next, 1913, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY.

Sheriff's office, Shérif.  
Montmagny, 10th June, 1913- 2460  
[First published, 14th June, 1913.]

**Ventes par le Shérif—Montréal**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit.—District de Montreal.*

Montréal, à savoir : } **P**AUL MARCINIAK, journalier, des cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de HANYSIM NYCZKA, du même lieu, Défendeur.

Un lot de terre situé dans le quartier Hochelaga, dans la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le numéro cinquante et un, de la subdivision du lot originaire numéro cent cinquante-neuf (159-51), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, le dit immeuble étant borné en front par la rue Bercy, autrefois de Lévis—le tout avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEPTIÈME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX.

Bureau du shérif, Shérif.  
Montréal, 2 juillet 1913. 2789  
[Première publication, 5 juillet 1913.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montreal.*

Montréal, à savoir : } **M**AX GROSS ET AL., Demandeurs ; contre LAZARUS MILLMAN, Défendeur.

Tous les droits que possède le défendeur en vertu d'un acte notarié passé devant M<sup>re</sup> René Faribault, notaire, le 24 décembre 1910, entre Alfred Desève et le dit Lazarus Millman et John Rosenberg ces droits consistant dans une moitié indivise dans un bail avec promesse de vente des emplacements suivants, savoir :

1° Un emplacement composé de la presque totalité du lot de terre connu et désigné sous le numéro

**Sheriff's Sales—Montreal**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court.—District of Montreal*

Montreal, to wit : } **P**AUL MARCINIAK, laborer, of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and hereditaments of HANYSIM NYCZKA, of the same place, Defendant.

A lot of land situate in Hochelaga ward, in the city of Montreal, known and designated as being the number fifty one, of the subdivision of the primitive lot number one hundred and fifty nine (159-51), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, the said immovable being bounded in front by Bercy street, formerly de Lévis—the whole with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX.

Sheriff's office, Shérif.  
Montreal, 2nd July, 1913. 2790  
[First published, 5th July, 1913.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal*

Montreal to wit : } **M**AX GROSS ET AL., Plaintiffs ; against LAZARUS MILLMAN, Defendant :

All the rights held by the defendant in virtue of a notarial deed, executed before Rene Faribault, Esq., notary, on the 24th December, 1910, between Alfred Desève and the said Lazarus Millman and John Rosenberg, the said rights consisting in an undivided half of a lease with promise of sale of the following emplacements, to wit :

1. An emplacement comprising almost the whole of the lot of land known and designated under the

six cent seize, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal, moins la partie de front de tel lot qui a été expropriée pour l'élargissement du Boulevard Saint-Laurent; le dit emplacement contenant trente-huit pieds et neuf pouces de largeur en front par une profondeur d'environ trente pieds et trente-cinq centièmes de pieds, d'où il devient d'une largeur de cinquante et un pieds et dix centièmes d'un pied en front et quarante-neuf pieds en arrière, par une profondeur totale d'environ cent quatorze pieds, le tout mesure anglaise et plus ou moins et sans garantie de mesure précise, et étant borné comme suit, savoir: en front par le Boulevard Saint-Laurent tel qu'actuellement élargi, en arrière par la rue Saint-Charles Borromée, d'un côté au nord-ouest, partie par le lot No 613 et partie par le lot No 615, ci-après décrit, et de l'autre côté au sud-est par le lot numéro six cent dix-sept, tous des mêmes plan et livre de renvoi officiels.

2° Un autre emplacement composé de la presque totalité du lot de terre connu et désigné sous le numéro six cent quinze (615), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal, moins la partie de front de tel lot qui a été expropriée pour l'élargissement du Boulevard Saint-Laurent, le dit emplacement contenant trente-sept pieds et quinze centièmes de pieds de largeur par trente pieds et trente-cinq centièmes de pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins et étant borné comme suit, savoir: en front par le Boulevard Saint-Laurent tel qu'élargi, en arrière par le lot No 613 et partie par le lot No 616, au nord-ouest par le dit lot No 613 et au sud-est par le lot No 616, tous des mêmes plan et livre de renvoi officiels—avec un édifice commercial en pierre et briques et autres constructions érigées sur les dits emplacements.

Ce bail est pour un terme de cinq années à compter du premier décembre 1910, pour et moyennant une somme de \$73,332.77, payable conjointement et solidairement par le dit Lazarus Millman et les demandeurs, en la présente cause cessionnaire du dit John Rosenberg, comme suit, savoir: \$500.00, le quinze janvier 1911, et la balance par paiements mensuels et consécutifs de \$897.65 chacun pour les onze mois suivants, de \$1,146.90 chacun pour les six mois suivants, de \$972.00 chacun pour les six mois suivants, de \$1,105.99 chacun pour les douze mois suivants, de \$1,059.02 chacun pour les douze mois suivants, de \$1,012.17 chacun pour les onze mois suivants, et de \$13,462.23 pour le dernier mois, chacun des paiements devant être fait en deux versements bi-mensuels égaux, le premier et le quinze de chaque mois, le premier paiement devenant dû et exigible le premier et le quinze février 1911, pour ainsi continuer de mois en mois, jusqu'à la fin du dit bail.

Si, à l'expiration du dit bail, le loyer ci-dessus stipulé a été entièrement payé à échéance, si toutes les charges, clauses et conditions du dit bail ont été fidèlement exécutées et le dit Desève remboursé en capital et intérêts de toutes sommes qu'il aura été appelé à déboursier ou dont il sera responsable en rapport avec les dits immeubles, ainsi que de toutes sommes qui pourront lui rester alors dues sur le montant des créances qui lui ont été transportées avec garantie de fournir et faire valoir par les dits Millman et Rosenberg, en vertu des actes suivants, ainsi que des intérêts au taux de douze pour cent sur telles sommes à compter de leur échéance respective, savoir:

1° Un transport passé devant Mtre L. B. Houllé, notaire, à Montréal, le sept décembre 1908, sous le numéro 6985 de son répertoire.

2° Un acte de transport passé devant Mtre J. A. H. Hébert, notaire, à Montréal, le 12 mai 1909, sous le numéro 3502 de son répertoire.

3° Un acte de transport passé devant Mtre J. A.

number six hundred and sixteen, of the official plan and book of reference of Saint Lawrence ward, of the city of Montreal, less the front part of the said lot which has been expropriated for the widening of Saint Lawrence Boulevard; the said emplacement containing thirty eight feet nine inches in width in front by a depth of about thirty feet and thirty five hundredths, at which distance it measures in width fifty one feet and ten hundredths in front and forty nine feet in the rear by a total depth of about one hundred and fourteen feet the whole english measure and more or less, without guarantee as to exact measurements, and bounded as follows, to wit: in front by Saint Lawrence Boulevard as presently widened, in the rear by Saint Charles Borromee street, on one side to the north west partly by lot No 613 and partly by lot No. 615, hereunder described, and on the other side to the south east by lot number six hundred and seventeen, all of the same official plan and book of reference.

2. Another emplacement composing almost the whole of the lot of land known and designated under the number six hundred and fifteen (615), of the official plan and book of reference of the said Saint Lawrence ward, of the city of Montreal, less the front part of the said lot which has been expropriated for the widening of Saint Lawrence Boulevard, the said emplacement containing thirty seven feet and fifteen hundredths in width by thirty feet and thirty five hundredths in depth, the whole english measure and more or less, and bounded as follows, to wit: in front by Saint Lawrence Boulevard, as presently widened, in the rear by lot No. 613 and partly by lot No. 616, to the north-west by the said lot No. 613 and to the south east by lot No. 616, all of the same official plan and book of reference—with a commercial building in stone and brick and other structures erected on the said emplacements.

This lease is for a period of five years dating from the first of December, 1910, for the sum of \$73,332.77 payable jointly and severally by the said Lazarus Millman and the plaintiffs, in the present cause, assignee of the said John Rosenberg, as follows, to wit: \$500.00 on the fifteenth of January, 1911, and the balance in monthly and consecutive payments of \$897.65 each for the following eleven months, of \$1,146.90 each for the following six months, of \$972.00 each for the following six months, of \$1,105.99, each for the following twelve months, of \$1,059.02, each for the following twelve months, of \$1,012.17, each for the following eleven months, and of \$13,462.23, for the last month each of the above payments to be in two equal semi monthly instalments, on the first and the fifteenth of every month, the first payment being due and demandable on the first and fifteenth of February, 1911, to continue from month to month till the expiration of the said lease.

If at the expiration of the said lease, the above stipulated rent has been fully paid when due, if all the charges, clauses and conditions of the said lease have been faithfully executed and the said Desève reimbursed in capital and interest of all the sums which he shall have been called upon to pay or of which he shall be responsible in connection with the said immoveables as well as of any sums then remaining due on the amount of the claims conveyed to him with guarantee to hand over and make good by the said Millman and Rosenberg, in virtue of the following deeds, as well as of the interests at the rate of twelve per cent on such sums dating from their respective due date to wit:

1. A transfer executed before L. B. Houllé, Esq. notary, at Montreal, on the seventh of December, 1908, under the number 6985, of his repertory.

2. A deed of transfer executed before J. A. H. Hébert, Esq., notary, at Montreal, on the 12th May, 1909, under the number 3502 of his repertory.

3. A deed of transfer executed before J. A. H.

H. Hébert, notaire, à Montréal, le deux novembre 1909, sous le numéro 3658 de son répertoire.

Le dit Alfred Desève consentira alors aux dits Lazarus Millman et John Rosenberg, ou représentants, un acte de vente des dits immeubles pour la somme de \$1.00 payable comptant, à la charge par eux de payer la somme de \$ 43,500.00 à M. Alfred Brunet, bourgeois, de Montréal, comme étant la balance qui restera alors due à ce dernier sur les dits immeubles sur le prix porté dans l'acte de vente qu'il en a consenti aux dits Millman et Rosenberg, devant M<sup>re</sup>. Georges R. Lighthall, notaire, à Montréal, le 19 juin 1907, enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal Est, sous le numéro 69285, ainsi que les intérêts sur telle somme à compter du premier septembre 1915.

Il est stipulé dans le dit acte que le dit bail et la dite promesse de vente deviendraient " ipso facto " et sans aucune mise en demeure nuls et de nul effet au cas où les dits locataires feraient défaut de payer à échéance aucun des dits versements et loyers ci-dessus stipulés ainsi que toutes sommes qu'ils sont tenus de payer en vertu du dit acte pour taxes, assurances, réparations, etc, et aussi par le défaut des dits locataires de remplir et exécuter à échéance aucune des obligations du dit bail et de la dite promesse de vente.

Telle résiliation restera en vigueur au frais du bailleur, quand même les locataires prétendraient faire revivre le bail en payant les arrérages de loyer, et le bailleur aura le droit d'exercer tous les droits et de prendre toutes les procédures auxquelles il peut recourir en vertu du dit acte, et ce, de la même manière que tout bailleur peut le faire au cas de non paiement et de non exécution du bail par un locataire.

Le dit bail est aussi fait sujet à toutes les charges et obligations de droit auxquelles les locataires sont ordinairement tenus, et aussi sujet à d'autres charges, clauses et conditions que les dits locataires s'obligent conjointement et solidairement de remplir ainsi qu'il appert à une copie du dit acte déposée au bureau du shérif du district de Montréal, avec le bref, de bonis et de terris, émané dans la présente cause.

Le dit bail et la dite promesse de vente sont actuellement en pleine vigueur, toutes les clauses, conditions et charges du dit bail et de la dite promesse de vente ayant été remplies jusqu'à ce jour.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 11 juin 1913. Première publication, 7 juin 1913, est nulle. [Première publication, 14 juin 1913].

Shérif. 2391-2

Hébert, Esq., notary, at Montreal, on the second of November, 1909, under the number 3658 of his repertory.

The said Alfred Desève will then assent to a deed of sale of the said immovables to the said Lazarus Millman and John Rosenberg or representatives, for the sum of \$1.00 payable cash, subject to their paying the sum of \$43,500.00 to Mr. Alfred Brunet, bourgeois, of Montreal, as being the balance then remaining due to the latter on the said immovables on the price mentioned in the deed of sale to the said Millman and Rosenberg before Georges R. Lighthall, Esq., notary, at Montreal, on the 19th June, 1907, registered at the registry office of Montreal East, under the number 69285 as well as the interests on such amount dating from the first September, 1915.

In the said deed of sale it is stipulated that the said lease and the said promise of sale shall become " ipso facto " and without putting the lessees in default, null and void in case the said lessees shall default, in the payment of the said instalments and rent hereabove stipulated when falling due, as well as any sums which they are under obligation to pay in virtue of the said deed for taxes, insurance, repairs, etc., and also by the said lessees defaulting to fulfil and execute when falling due any of the obligations of the said lease and promise of sale.

Such rescission shall remain in force at the costs of the lessor, even if the lessees should undertake to renew the lease by paying the arrears of rent, and the lessor shall have the power to exercise all the rights and to take all proceedings which recourse may be had to in virtue of the said deed, and that in the same manner any lessor may have recourse to in case of non payment and non execution of the lease by a lessee.

The said lease is also made subject to all the charges and obligations of rights to which the lessees are ordinary held, and also subject to other charges, clauses and conditions that the said lessee jointly and severally undertake to fulfil as it appears in a copy of the said deed deposited at the sheriff's office of the district of Montreal, with the warrant " de bonis et de terris " issued in the present cause.

The said lease and promise of sale are presently in full force, all the clauses, conditions and charges of the said lease and of the said promise of sale having been fulfilled to date.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of JULY next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montreal, 11th June, 1913. First publication, 7th June, 1913, is null. [First published, 14th June, 1913.]

Sheriff. 2392

## Ventes par le Shérif—Ottawa

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DU CURATEUR.  
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } FRANCOIS-XAVIER LE-  
No 3477. } BLOND, failli ; JOSEPH  
CLEMMENT LARIVIERE, requérant, et NAPO-  
LEON ST-AMOUR, curateur.

Un emplacement faisant partie du lot numéro cinq (5), de rang sud de la rivière Macaza, dans le canton Marchand, district d'Ottawa, contenant cent quatre-vingts pieds de front par deux cent vingt et un pieds de profondeur ; borné en front vers l'ouest

## Sheriff's Sales—Ottawa

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.  
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa to wit : } FRANCOIS XAVIER  
No. 3477. } LEBLOND, insolvent ;  
JOSEPH CLEMENT LARIVIERE, petitioner,  
and NAPOLEON ST AMOUR, curator.

An emplacement forming part of lot number five (5) of the range south of the River Macaza, in township Marchand, district of Ottawa, measuring one hundred and eighty feet in front by two hundred and twenty one feet in depth, bounded in

par le chemin public, vers le nord par le numéro six, du dit rang, et des deux autres côtés par le résidu du dit numéro cinq—avec maison et dépendances y érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement dans le village de Papineauville, le VINGT-NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif. Hull, 24 juin 1913.  
[Première publication, 28 juin 1913.]

C. M. WRIGHT,

Shérif.  
2657.2

front towards the west by the public road, towards the north by lot number six of the said range, and on both sides by the residue of the said number five with a house and dependencies erected thereon.

To be sold at the registry office in the village of Papineauville, on the TWENTY NINTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, Hull, 24th June, 1913.  
[First published, 28th June, 1913.]

C. M. WRIGHT,

Sheriff.  
2658

### Ventes par le Shérif—Rimouski

### Sheriff's Sales—Rimouski

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE EERRIS

*Cour Supérieure.*

District de Rimouski. } **A**IME COULOMBE, No 4753. } Demandeur ; contre PHILIPPE ROUSSEAU, Défendeur, et Isidore Asselin, curateur au délaisement, savoir ;

Le lot numéro deux cent soixante-huit, au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Fabien.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Fabien, le SIXIEME jour du mois d'AOUT prochain, 1913, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Rimouski, 2 juillet 1913.  
[Première publication, 5 juillet 1913.]

CHAS. D'ANJOU

Shérif.  
2791

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Rimouski.*

No. 4753. } **A**IME COULOMBE, Plaintiff ; against PHILIPPE ROUSSEAU, Defendant, and Isidore Asselin, curator to the surrender, to wit :

The lot number two hundred and sixty eight, of the official cadastre of the parish of Saint Fabien.

To be sold at the church door of the parish of Saint Fabien, on the SIXTH day of AUGUST next, 1913, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, Rimouski, 2nd July, 1913.  
[First published, 5th July, 1913.]

CHS. D'ANJOU,

Sheriff.  
2792

### Ventes par le Shérif—Roberval

### Sheriff's Sales—Roberval

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que plus bas mentionnés.

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit.*

Province de Québec, District de Chicoutimi, No 1406. } **L**A BANQUE NATIONALE, de Roberval, Demanderesse ; contre ERNEST BILODEAU, de Hébertville station, à savoir :

Les lots de terre connus et désignés sous les numéros seize A (16 A) et seize B (16 B), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le deuxième rang du canton Taillon—sans bâtisses, circonstances et dépendances. A être distrait de la vente un terrain avec bâtisses appartenant à Arthur Simard.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Henri de Taillon, le SIXIEME jour d'AOUT prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Roberval, 28 juin 1913.  
[Première publication 5 juillet 1913.]

GEO. LEVESQUE,

Shérif.  
2709

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.*

Province of Quebec, District of Chicoutimi, No. 1406. } **L**A BANQUE NATIONALE, of Roberval, Plaintiff ; against ERNEST BILODEAU, of Hebertville station, to wit :

The lots and land known and designated under the numbers sixteen A (16 A) and sixteen B (16 B), of the official plan and book of reference of the cadastre for the second range of the township of Taillon—without buildings, circumstances and dependencies. To withdraw from the sale, a lot of land with buildings belonging to Arthur Simard.

To be sold at the church door of the parish of Saint Henri de Taillon, on the SIXTH day of AUGUST next, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Roberval, 28th June, 1913.  
[First published, 5th July, 1913.]

GEO. LEVESQUE,

Sheriff,  
2710

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit.*

Province de Québec, District de Chicoutimi, No 1890. } **E**DGAR JEAN, journalier, de Bagotville, Demandeur ; vs FREDERIC DELBLET, cultivateur, de Dalmas, Saint-Eduard de Péribonka, Défendeur, à savoir :

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.*

Province of Quebec, District of Chicoutimi, No. 1890. } **E**DGAR JEAN, laborer, of Bagotville, Plaintiff ; vs FREDERIC DELBLET, farmer, of Dalmas, Saint Edouard of Péribonka, Defendant, to wit :

Le lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-trois (23), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le sixième rang du canton Dalmas—avec ensemble les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edouard de Péribonka, le SIXIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Roberval, 28 juin 1913.  
[Première publication, 5 juillet 1913.]

GEO. LEVESQUE.

Shérif.  
2707

The lot of land known and designated under the number twenty three (23), of the official plan and book of reference of the cadastre for the sixth range of township Dalmas—together with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Edouard de Péribonka, on the SIXTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Roberval, 28th June, 1913,  
[First published, 5th July, 1913.]

GEO. LEVESQUE,

Sheriff.  
2708

## Ventes par le Shérif—Saguenay

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.

Malbaie, à savoir : } **JOSEPH SAVARD**, du No 3897. } Sacré Cœur de Jésus, cultivateur, Demandeur ; contre **ULRIC SAVARD**, du Sacré-Cœur de Jésus, Défendeur.

1° Un lot de terre situé dans la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, partie dans le canton Tadoussac et partie dans le canton Albert, et connu sous le numéro (19) dix-neuf, du rang est, chemin Albert, des susdits cantons et désigné au cadastre officiel du canton Tadoussac, sous le numéro (649) six cent quarante-neuf et sous le numéro (19) dix-neuf, du rang est, chemin Albert, du cadastre officiel pour le dit canton Albert, tenant au sud-ouest à Joseph Savard, et au nord-est à William Tremblay.

2° Un autre lot de terre situé au même endroit et désigné sous le numéro (21) vingt-et-un, du rang est, chemin Albert, canton Albert et canton Tadoussac, étant le lot (647) six cent quarante-sept, du cadastre officiel pour le canton Tadoussac, et le lot (21) vingt-et-un, du rang est, chemin Albert—du cadastre officiel pour le canton Albert avec toutes les bâtisses construites sur les dits lots. Sauf à distraire un emplacement appartenant à Félix Savard, ainsi que les bâtisses érigées sur le dit emplacement.

Pour être vendus en un seul et même lot, à la porte de l'église de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, le SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Malbaie, 30 juin 1913.  
[Première publication, 5 juillet 1913.]

ELIE MALTAIS,

Shérif.  
2781

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.

Malbaie, à savoir : } **JOSEPH TREMBLAY**, No 3897. } (Alexis) de Chicoutimi, contracteur, Demandeur ; vs **EMILE TREMBLAY** ET **WILBROD TREMBLAY**, tous deux fils de Jules Tremblay, des Bergeronnes, district de Saguenay.

Tout ce lopin de terre ou emplacement formant partie du lot numéro quarante-trois D (43 D), du cadastre officiel pour le deuxième rang du canton Bergeronnes ; borné au nord par la Rivière à Beauheu, au sud par Wilfrid Tremblay, à l'est par la route ou chemin public et à l'ouest par Joseph Imbeau—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ; sauf à distraire l'emplacement de Joseph Tremblay et les bâtisses érigées sur le dit emplacement.

## Sheriff's Sales—Saguenay

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Malbaie, to wit : } **JOSEPH SAVARD**, of Sacré No. 3897. } Cœur de Jésus, farmer, Plaintiff ; against **ULRIC SAVARD**, of Sacré Cœur de Jésus, Defendant.

1. A lot of land situate in the parish of Sacré Cœur de Jésus, partly in Tadoussac township and partly in Albert township, and known under the number nineteen (19), of range east, Albert road, of the aforesaid township and designated under the number six hundred and forty nine (649), of the official cadastre of Tadoussac township, and under the number nineteen (19), of range east Albert road, of the official cadastre for the said Albert township, adjoining on the south west to Joseph Savard, and on the north east to William Tremblay.

2. Another lot of land situate at the same place and designated under the number twenty one (21), of range east, Albert road, Albert township and Tadoussac township, being the lot six hundred and forty seven (647), of the official cadastre for Tadoussac township and the number twenty one (21), of range east, Albert road, of the official cadastre for Albert township—with all the buildings erected upon the said lots. Save and except an emplacement belonging to Félix Savard, with the buildings erected thereon.

To be sold as one lot, at the church door of the parish of Sacré Cœur de Jésus, on the SEVENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Malbaie, 30th June, 1913.  
[First published, 5th July, 1913.]

ELIE MALTAIS,

Sheriff.  
2782

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Malbaie, to wit : } **JOSEPH TREMBLAY** No. 3897. } (Alexis), of Chicoutimi, contractor, Plaintiff ; vs **EMILE TREMBLAY** AND **WILBROD TREMBLAY**, both sons of Jules Tremblay, at Bergeronnes, district of Saguenay.

The whole of the certain parcel of land or emplacement forming part of the lot number forty three D (43 D), of the official cadastre for the second range of the township Bergeronnes ; bounded on the north by the Rivière à Beauheu, on the south by Wilfrid Tremblay, on the east by the road or public highway, and on the west by Joseph Imbeau—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies ; save and except the emplacement of Joseph Tremblay and the buildings erected on the said emplacement.

JUL 1913

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse des Bergeronnes, le SIXIEME jour d'AOUT prochain, à MIDI.

ELIE MALTAIS,  
Bureau du shérif, Shérif.  
Malbaie, 28 juin 1913 2779  
[Première publication, 5 juillet 1913].

To be sold at the church door of the parish of Bergeronnes, on the SIXTH day of AUGUST next, at NOON.

ELIE MALTAIS,  
Sheriff's office, Sheriff.  
Malbaie, 28th June, 1913. 2780  
[First published, 5th July, 1913].

### Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.  
Saint-Hyacinthe, à savoir : } ALBERT ARSE-  
No 49. } NAULT, Deman-  
deur ; contre JOSEPH EMILE ROBICHAUD,  
Défendeur.

Un emplacement situé en la cité de Saint-Hyacinthe, au coin de la rue Héloïse et de l'avenue Tellier, de la contenance de quatre-vingt-seize pieds de front, mesure anglaise, sur cent huit pieds de profondeur, même mesure, le tout plus ou moins ; tenant en front à la dite rue Héloïse, en profondeur à F. Normand ou représentant, d'un côté à Louis Brouillet ou représentant, et de l'autre côté à l'avenue Tellier ; lequel terrain connu comme étant le lot numéro seize (16), de la subdivision officielle du lot originaire No 1089, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hyacinthe et partie du lot numéro dix-sept (17), de la même subdivision officielle, savoir : une lièze de terre de seize pieds, mesure anglaise, sur toute la profondeur du dit numéro, savoir, sur cent huit pieds à prendre du côté sud-ouest et contigue au dit No 16.—avec les bâties dessus construites, y compris les machines, machineries et accessoires et le moteur électrique y installés, ainsi que l'outillage nécessaire à l'exploitation de la manufacture.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice, en la cité de Saint-Hyacinthe, MARDI, le QUINZIEME jour de JUILLET prochain, 1913, à DEUX heures de l'après-midi.

JOS. L. CORMIER,  
Bureau du shérif, Shérif.  
Saint-Hyacinthe, 9 juin 1913. 2457.2  
[Première publication, 14 juin 1913.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.  
Saint-Hyacinthe, à savoir : } G. A. TURCOT,  
No 1225. } Demandeur ; vs  
HOSANNA QUIENTY, Défendeur.

1° Un emplacement sis au village de Saint-Liboire, sur la rue du Dépôt, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Liboire, sous le numéro trois cent trois (303)—avec une maison et autres dépendances ; à distraire du dit lot la partie du terrain qui se trouve entre les lots numéros trois cent deux et trois cent quatre des dits plan et livre de renvoi officiels qui paraît maintenant appartenir à M. Emile Lapierre, ce dit terrain comprenant environ quatre arpents en superficie—avec maison et dépendances sus-érigées.

2° Une terre située en la paroisse de Saint-Judes, sur le rang Fleury, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous le numéro soixante (60), mesurant trois arpents de large sur quarante-six arpents et huit perches de profondeur, contenant en superficie cent quarante arpents et quarante perches, plus ou moins ; bornée vers le sud par un chemin public, vers le nord par la ligne limitative entre les paroisses de Saint-Judes

### Sheriff's Sales—St. Hyacinth

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court—District of Saint-Hyacinthe.  
Saint-Hyacinth, to wit : } ALBERT ARSE-  
No. 49. } NAULT, Plain-  
tiff ; against JOSEPH EMILE ROBICHAUD,  
Defendant.

A lot of land situate in the city of St. Hyacinth, corner of Héloïse street and avenue Tellier, containing ninety six feet in front, english measure, by one hundred and eight feet in depth, same measure, the whole more or less ; bounded in front by said Héloïse street, in depth by F. Normand or representative, on one side by L. Brouillet or representative, and on the other side by Tellier Avenue ; said lot known as being lot No. 16, of official subdivision of originating lot No. 1089, on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Hyacinthe, and a part of number seventeen (17) on the same official subdivision, to wit : of piece of land of sixteen feet, english measure, by the whole depth of said lot, to wit : by one hundred and eight feet, to be taken on the south west side and contigue to said No. 16—with buildings thereon erected, with machines, machinery and accessories and the electric motor fixed on, with stock of tools necessary for using of the shoe factory.

To be sold at my office, at the court house, in the city of Saint-Hyacinth, TUESDAY, on the FIFTEEN day of JULY next, 1913, at TWO o'clock in the afternoon.

JOS. L. CORMIER,  
Sheriff's office, Sheriff.  
Saint-Hyacinth, 9th June, 1913. 2458  
[First published, 14th June, 1913.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Montréal.  
Saint-Hyacinth, to wit : } G. A. TURCOT,  
No. 1225. } Plaintiff ;  
vs ROSANNA QUIENTY, Defendant.

A lot of land situate in the village of Saint-Liboire, on the Depot street, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Liboire, under number three hundred and three (303)—with building and other dependencies ; to withdraw from said lot a part of ground between lots numbers 302 and 304, on said plan and book of reference now belonging to Emile Lapierre, said lot of land containing about four arpents in superficies—with building and dependencies thereon erected.

2. Another lot of land situate in the parish of Saint-Jude, on range Fleury, known and designated on the official plan and book of reference of the aforesaid parish under the number sixty (60), measuring three arpents in width by forty six arpents eight rods in depth, containing in superficies one hundred and forty arpents and forty square rods, more or less ; bounded towards the south by a public road, towards the north by the division line

et Saint-Louis, vers l'ouest par le No 59, et vers l'est par le No 61—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus le terrain en premier lieu décrit, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Liboire, le QUINZIEME jour de JUILLET prochain n. 1913, à DIX heures de l'avant-midi. La terre en second lieu décrite sera vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Judes, le SEIZIEME jour le JUILLET prochain, 1913, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du Shérif, Sherif.  
Saint-Hyacinthe, 2 juin 1913. 2455.2  
[Première publication, 14 juin 1913.]

### Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sus-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } J. ALFRED SAVOIE  
No 384. } J. ET ALCIDE SA-

VOIE, faisant affaires en société sous la raison sociale de Savoie & Cie, Demandeurs ; contre OSCAR CHAGNON, Défendeur, savoir :

1° Un terrain ou emplacement situé dans le village de Saint Léonard, du côté est du chemin ou rue Principale, contenant quarante cinq pieds, de largeur au front, c'est-à-dire à la dite rue, jusqu'à la profondeur de soixante et un pieds et demi d'icelle rue, de là élargissant en faisant équerre dans la ligne sud, et reprenant soixante et cinq pieds de largeur jusqu'à la profondeur de vingt pieds de la dite équerre, de là, élargissant encore ou faisant équerre dans la ligne sud et reprenant soixante et huit pieds de largeur jusqu'au bout de sa profondeur totale qui est d'un arpent : borné en front partie à la dite rue et partie à Ambroise Oct. Ouellette, en profondeur à Philippe Hébert, du côté nord à Théophile Marsolaie, et du côté sud au dit A. O. Ouellette, et faisant partie du lot (No 52) numéro cinquante deux, du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Saint Léonard, avec une maison et autres dépendances dessus.

2° Une terre située à Saint-Léonard d'Aston, contenant trois arpents de largeur par vingt arpents de profondeur, plus ou moins—avec une maison, grange et autres bâtisses dessus construites; bornée au sud-est à Olivier Boudreault, au nord-ouest à Abraham Boudreault, désignée comme étant la moitié sud-est et longitudinale du lot (No 336) numéro trois cent trente-six, du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Monique, maintenant annexée à la paroisse de Saint-Léonard.

3° Une autre terre située en la paroisse de Sainte-Perpétue, dans le rang Sincennes, contenant trois arpents de front sur vingt arpents de profondeur, en bois debout ; bornée au nord-est à Abraham Boudreault, et au sud-ouest au lot numéro cent quatre-vingt-un (181), désignée comme étant le numéro quatre-vingt-deux des subdivisions du lot un (1-82), du sudit cadastre pour la paroisse de Sainte-Perpétue.

4° Une terre située en la paroisse de Saint-Wenceslas, dans le huitième rang du canton d'Aston, contenant deux arpents et quart de front, sur la profondeur du dit rang, et connue et désignée comme faisant partie du côté sud-ouest du numéro cent-soixante-dix (p. No 170), aux plan et et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Saint-

between the parishes of Saint-Jude and Saint-Louis, towards the west by the lot No. 59 and towards the east by the lot No. 61—with the buildings erected thereon.

To be sold the lot first'y described, at the church door of the parish of Saint Liboire, on the FIFTEENTH day of JULY next, (1913), at TEN o'clock in the forenoon. And the lot second'y described at the church door of the parish of Saint Judes, on the SIXTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's office, Sherif.  
Saint Hyacinth, 2nd June, 1913. 2456  
[First published, 14th June, 1913.]

### Sheriff's Sales—Three Rivers

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three-Rivers to wit : } J. ALFRED SAVOIE  
No. 384. } J. AND ALCIDE SA-

VOIE, carrying on business in partnership under the firm name of Savoie & Cie, Plaintiffs ; against OSCAR CHAGNON, Defendant, to wit :

1. A lot of land or emplacement situate in the village of Saint Léonard, on the eastern side of the road or Main street, containing forty five feet in width in front, that is to say on the said street, to a depth of sixty one and a half feet from the said street, thence widening at right angle in a southerly direction to sixty five feet in width to a depth of twenty feet, and then widening at right angle in a southerly direction to a width of sixty eight feet to the end of the whole depth which is one arpent ; bounded in front partly by the said street and partly by Ambroise Oct. Ouellette, in depth by Philippe Hébert, on the north side by Théophile Marsolaie, and on the south side by the said A. O. Ouellette, the said lot or emplacement being part of lot number fifty-two (No. 52), of the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Saint Léonard with a house and other dependencies erected thereon.

2. A lot of land situate at Saint Leonard d'Aston, containing three arpents in width by twenty arpents in depth, more or less—with a house, barn and other buildings erected thereon ; bounded on the south east by Olivier Boudreault, and on the north west by Abraham Boudreault, designated as being the south east and lengthwise half of lot (No. 336) number three hundred and thirty six, of the official cadastre for the parish of Sainte-Monique, now annexed to the parish of Saint Leonard.

3. Another lot of land situate in the parish of Saint Perpetue, in Sincennes range, containing three arpents in front by twenty arpents in depth, in standing timber ; bounded on the north east by Abraham Boudreault, and on the south west by lot number one hundred and eighty one (181), designated as being the number eighty two, of the subdivision of lot number one (1-82) of the aforesaid cadastre for the parish of Saint Perpetue.

4. A lot of land situate in the parish of Saint Wenceslas, in the eighth range of the township of Aston, containing two and a quarter arpents in front, by the depth of the said range, and known and designated as being the south west part of lot number one hundred and seventy (No. 170), of the official plan and book of reference of the registry cadastre of the county of Nicolet, for the said

Wincelas, entre Philippe Daneau, au nord est et le résidu du dit lot No 170—avec maison et autres bâtisses dessus érigées.

5° Une portion de terre située dans la paroisse de Saint-Wincelas, dans le huitième rang du canton d'Aston, de la contenance de trois quarts d'arpent de front sur la profondeur du dit rang, connu et désignée comme étant le résidu sud-ouest du numéro cent soixante et dix (170), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Saint-Wincelas, entre le terrain susdésigné et le lot No 171, du dit cadastre au sud-est.

6° Un terrain situé dans le village de Saint-Léonard susdit, du côté sud du chemin communément appelé "Rue des Forges", à l'angle formé par cette rue et celle conduisant au chemin ou rue de la station de chemin de fer et contenant trois cent douze pieds de front sur cent soixante pieds de profondeur, dans la ligne ouest et environ cent cinquante pieds dans la ligne est, le tout mesure anglaise, plus ou moins; borné en front vers le nord à la dite rue des Forges, en profondeur, vers le sud au fronton ou ligne de profondeur des emplacements ayant front à la dite rue de la station du côté nord d'icelle, du côté est à la dite rue conduisant à celle de la station, et du côté ouest à Adolphe Gaillardetz, et faisant partie du lot numéro cinquante-trois (53), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Saint-Léonard—avec les bâtisses.

Pour être vendus comme suit: les immeubles en premier, second et sixième lieu désignés, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Léonard, le SEIZIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin, l'immeuble en troisième lieu désigné, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Perpétue, le MEME JOUR à DEUX heures de l'après-midi, et les immeubles en quatrième et cinquième lieu désignés, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Wincelas, le DIX SEPTIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

CHS. DUMOULIN,

Bureau du shérif, Trois-Rivières, 11 juin 1913. Shérif, 2501.2  
[Première publication, 14 juin 1913.]

### Nomination

Quebec, 13 juin 1913.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de nommer conseil en loi du roi, par commission sous le grand sceau de la province M. Hugh Mackay, avocat, de Montréal, district de Montréal. 2801

### Avis du Gouvernement

No 395.13.

Québec, 3 juillet 1913.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, par arrêté en date du 14 mai 1913, de détacher des cantons unis de Laverlochère et Baby, comté de Témiscamingue, tous les biens-fonds compris dans les rangs 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13, du cadastre officiel du canton de Laverlochère; tous les biens-fonds du rang 7, du cadastre officiel du canton Baby, ainsi que les lots Nos 32 à 44 du rang 5 du cadastre officiel du canton de Laverlochère, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de "Mont Carmel".

2803

parish of Saint Wincelas, between Philippe Daneau, to the north east and the residue of the said lot No. 170—with a house and other buildings erected thereon.

5. A strip of land situate in the parish of Saint Wincelas, in eighth range of the township of Aston, containing three quarters of one arpent in front by the depth of the said range, known and designated as being the south west residue of lot number one hundred and seventy (p. 170), of the official cadastre of the county of Nicolet, for the said parish of Saint Wincelas, between the aforesaid and described lot of land and the lot No 171, of the said cadastre to the south east.

6. A lot of land situate in the village of Saint Leonard aforesaid, on the south side of the road, known and commonly called "Rue des Forges", at the angle formed by the said street and the road or street leading to the railway station, and measuring three hundred and twelve feet in front by one hundred and sixty in depth on the west line, and about one hundred and fifty on the east line, the whole English measure and more or less; bounded in front towards the north on the front line or depth line of the emplacements fronting on the said street leading to the railway station, on the north side thereof, on the east side, to the said street leading to the above, and on the west side to Adolphe Gaillardetz, and being part of lot number fifty three (53), of the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Saint Leonard—with buildings.

To be sold as follows: the immovables firstly, secondly and sixthly described, at the church door of the parish of Saint Leonard, on the SIXTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon; the immovable thirdly described, at the church door of the parish of Sainte Perpetue, on the SAME DAY, at TWO o'clock in the afternoon, and the immovables fourthly and fifthly described, at the church door of the parish of Saint Wincelas, on the SEVENTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Three Rivers, 11th June, 1913. Sheriff, 2502  
[First published, 14th June, 1913.]

### Appointment

Quebec, 13th June, 1913.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, to appoint King's counsel, by commission under the great seal of the province, Hugh Mackay, esquire, advocate, of Montreal, district of Montreal. 2802

### Government Notices

No. 395.13.

Quebec, 3rd July, 1913.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR in council, has been pleased, by order dated the 14th May, 1913, to detach from the united townships of Laverlochère and Baby, county of Temiscaming, all the lots comprised within the ranges 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 and 13, of the official cadastre of the township of Laverlochère; all the lots of range 7, of the official cadastre of the township of Baby, and also the lots Nos 32 to 44 of range 5 of the official cadastre of the township Laverlochère, and to erect the whole of the said territory into a separate school municipality under the name of "Mont Carmel".

2804

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de juillet 1913, constituant en corporation MM. Joseph Cilibert Poissant, médecin, Édouard Henri Lanthier, rentier, George Vandelac, entrepreneur de pompes funèbres, Arthur Migneault, médecin, Gordien Ménard, avocat, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement, et détenir, vendre, céder, échanger et autrement disposer des biens fonds et immeubles ;

Ouvrir, développer et exploiter des carrières, sablières, bricades, hauts-fourneaux à chaux, et autres entreprises ou ouvrages d'une nature semblable ;

Manufacturer, vendre du ciment et des blocs en ciment, aider à la construction et exercer le commerce, métier d'entrepreneur général ;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou de toute partie de son entreprise, aux termes et conditions que la compagnie jugera bon, et accepter en paiement des actions, obligations, stocks ou autre valeur de toute compagnie ;

Acheter, vendre et disposer et faire le commerce des engrais agricoles et chimiques.

Émettre des actions acquittées de la compagnie en paiement de tous biens meubles ou immeubles, services rendus ou à rendre que la compagnie peut ou pourra avoir ;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie aucun des biens de la compagnie et en particulier tout argent, actions, obligations, débetures, ou autres garanties ou autres biens appartenant à la compagnie, ou dont cette dernière peut avoir le pouvoir de disposer ;

Acheter, acquérir, détenir, transporter, vendre et disposer d'actions stocks, débetures ou garanties dans aucune autre compagnie ayant le même but en tout ou en partie que celui de cette compagnie et faisant des affaires propres à apporter directement ou indirectement des bénéfices à cette compagnie ;

Faire tout ce qui précède en qualité de principaux, d'agents ou de fondés de pouvoir ;

Faire tous les actes et choses propres à atteindre les objets ci-dessus mentionnés, et en général faire tous les actes et choses dans le but d'augmenter et accroître la valeur des propriétés ou autres entreprises de la compagnie ou s'y rattachant de quelque manière ou qui peuvent être utiles à la mise en opération des objets de la compagnie, sous le nom de "Theresian Sand & Gravel Company", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de juillet 1913.

C. J. SIMARD,  
2797 Sous-secrétaire de la province.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the second day of July, 1913, incorporating Messrs. Joseph Cilibert Poissant, physician, Édouard Henri Lanthier, rentier, George Vandelac, funeral director, Arthur Migneault, physician, Gordien Menard, advocate, all of the city and district of Montreal, for the following purposes :

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise and hold, sell, convey exchange or otherwise dispose of real estate and immoveable property ;

To open, develop and exploit quarries, sand pits, brick yards, lime kilns and other undertakings and works of a similar nature ;

To manufacture and sell cement and cement blocks, aid in the construction and carry on the business and trade of general contractors ;

To sell or otherwise dispose of the undertaking of the company or of any part of its undertaking, on the terms and conditions which the company may deem proper, and to accept in payment therefor shares, bonds, stock or other securities of any company ;

To purchase, sell, dispose of and deal in agricultural and chemical fertilizers ;

To issue paid up shares of the company in payment for any moveable or immoveable property or for services rendered or to be rendered which the company may or shall have ;

To distribute amongst the shareholders of the company any part of the company's property and in particular any cash, shares, bonds, debentures or other securities or property belonging to the company or of which it may have the power to dispose ;

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of shares, stock, debentures or securities of any other company having altogether or in part the same purposes as this company and carrying on a business capable to benefit this company directly or indirectly ;

To do all the foregoing acts as principals agents or attorneys ;

To do all the acts and things convenient for the attainment of the above objects, and generally all the acts and things for the purpose of enhancing or increasing the value of the property or other undertakings of the company or which may be in any wise incidental thereto or suitable for the carrying out of the company's objects, under the name of "Theresian Sand and Gravel Company", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this second day of July, 1913

C. J. SIMARD,  
2798 Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de juin 1913, constituant en corporation MM. Warwick Fielding Chipman, avocat, Walter Robert Lorimer Shanks, avocat, Gordon Francis Macnaughton, étudiant, Francis George Bush, teneur de livres, et George Robert Drennan, sténographe, tous de Montréal, dans les buts suivants :

(a) Faire en général les affaires de publications, d'impression de gravures et d'annonces dans toutes leurs branches, soit comme patrons et agents ;

(b) Acquérir, imprimer, lithographier, graver, publier, conduire, mettre en circulation ou faire autrement le commerce avec tout journal ou journaux, livres, revues, ouvrages illustrés ou autres publications, ou tout intérêt ou droit en ceux ;

(c) Acheter, louer ou acquérir autrement toute action ou intérêt dans toutes ou aucune partie des affaires, clientèle et biens de toute personne, société ou compagnie faisant toutes affaires semblables aux objets de cette compagnie, et se rendre responsable de toutes ou aucune des obligations de toute personne, société ou compagnie ;

(d) Payer pour tous services rendus à la compagnie et tous les droits de propriété acquis par la compagnie selon qu'il sera jugé à propos, et en particulier par l'émission d'actions acquittées et non sujettes à appel ou garanties de cette compagnie ;

(e) Louer, vendre toutes ou aucune partie des affaires ou entreprise de cette compagnie, ou en disposer autrement, pour telle considération et aux termes et conditions que la compagnie peut déterminer, et en particulier pour actions acquittées et non sujettes à appel, obligations, débetures ou autres garanties dans toute autre compagnie faisant des affaires en tout ou en partie semblables à celle de cette compagnie ;

(f) Distribuer parmi les actionnaires de cette compagnie toutes ou aucune des actions, débetures, garanties ou autres biens de la compagnie ;

(g) Faire toutes les autres opérations et choses qui peuvent être nécessaires à l'acquisition des susdits objets ou d'aucun d'eux ;

(h) L'intention est que les objets spécifiés dans les paragraphes a, b, c, d, e, f et g seront des objets indépendants, et seront en aucune manière limités ou restreints par les déductions ou termes de tout autre paragraphe ou du nom de la compagnie, sous le nom de "The University Magazine, Limited", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de mai 1913.

J. C. SIMARD,

2777

Sous-secrétaire de la province.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty sixth of June, 1913, incorporating Messrs. Warwick Fielding Chipman, advocate, Walter Robert Lorimer Shanks, advocate, Gordon Francis Macnaughton, student, Francis George Bush, book-keeper, and George Robert Drennan, stenographer, all of Montreal, for the following purposes :

(a) To carry on generally the business of publishing, printing, engraving and advertising in all its branches, both as principals and as agents ;

(b) To acquire, print, lithograph, engrave, publish, conduct and circulate or otherwise deal with any newspaper or newspapers, books, periodical pictorial works or other publications, or any interest or copyright therein ;

(c) To purchase, lease or otherwise acquire any share or interest in the whole or any part of the business, goodwill and assets of any person, firm or company carrying on any business germane to the objects of this company, and to undertake all or any of the liabilities of any person, firm or company ;

(d) To pay for any services rendered to the company and any property rights acquired by the company in such manner as may seem expedient, and in particular by the issue of fully paid up and non assessable shares or securities of this company ;

(e) To lease, sell or otherwise dispose of the whole or any part of the business or undertaking of this company for such consideration and upon such terms and conditions as the company may determine, and in particular for fully paid up and non assessable shares, bonds, debentures or other securities in any other company carrying on a business in whole or in part similar to that of this company ;

(f) To distribute among the shareholders of this company any or all of the shares, debentures, securities, or other property belonging to the company ;

(g) To do all such other acts and things as may be necessary for the attainment of the above objects or any of them ;

(h) The intention is that the objects specified in paragraphs a, b, c, d, e, f, and g hereof shall be independent objects, and shall be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph or the name of the company, under the name of "The University Magazine, Limited", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be at Montreal

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of June, 1913.

C. J. SIMARD,

2778

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de juin 1913, constituant en corporation MM. John Taylor, gérant, James Melbourn Fernyhough, commis, Robert Deyo, courtier d'immeubles, John R. Marshall, gérant, Emile Audet, notaire, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir par achat, bail ou autrement et maintenir une maison de club dans la cité de Montréal, pour les fins de récréation, instruction, amusement, et procurer une maison de pension et de logement dans la dite maison de club pour tels membres de "The Loyal Order of Moose" qui peuvent devenir actionnaires ou membres du dit club ;

Acquérir, recevoir, détenir, louer, échanger, aliéner et transporter des propriétés mobilières et immobilières qui pourront de temps en temps être nécessaires pour les fins du club, et hypothéquer ses propriétés immobilières et engager ses propriétés mobilières ;

Faire, accepter, tirer, endosser, négocier et émettre des billets, chèques et autres instruments et garanties négociables ou transférables ;

Prélever ou emprunter et garantir le remboursement d'argent en la manière et aux termes que les directeurs peuvent juger à propos et en particulier par l'émission de débentures ou stock de débenture portant une hypothèque ou engagement sur toute sa propriété immobilière ou aucune partie d'icelle, tant pour le présent et l'avenir chargés sur toute ou aucune partie de l'entreprise, biens ou actifs du club, tant pour le présent et l'avenir ;

Adopter tous les règlements concernant l'administration du club et réglant l'admission, conduite et expulsion des membres du dit club ;

Faire tout contrat ou arrangement avec "The Loyal Order of Moose ou The Montreal Lodge No 1111 de The Loyal Order of Moose", ou avec toute autre compagnie, association ou personnes pour les fins du club ;

Faire toutes autres choses en rapport ou utiles à l'acquisition des objets pour lesquels le club est établi ou aucun d'eux ;

Les membres seulement en règle avec "The Loyal Order of Moose" auront droit d'être actionnaires du dit club ou membres d'icelui ;

Aucun actionnaire du dit club ne pourra détenir en aucun temps plus qu'une action de son capital-actions ;

Tout actionnaire du club, pour aucune raison quelconque, qui cessera d'être membre de "The Loyal Order Moose" perdra tous ses droits comme actionnaire, et son action sera par le présent confisquée en faveur du club, mais l'action ainsi confisquée, à la première occasion, ayant juste égard à ses rang et tour parmi les actions confisquées par raison de la date de sa confiscation sera donnée au premier souscripteur valable du capital-actions du club, et le montant d'icelle payé par tel souscripteur sera émis au précédent détenteur en les mains duquel elle a été confisquée ;

Tous les profits nets du club seront employés pour le bénéfice et les fins en général de "Montreal Lodge No 1111" de "The Loyal Order of

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letter patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twentieth day of June 1913, incorporating Messrs. John Taylor, manager, James Melbourn Fernyhough, clerk, Robert Deyo, real estate broker, John R. Marshall, manager, Emile Audet, notary, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire by purchase, lease or otherwise, and maintain a club house in the city of Montreal, for the purposes of recreation, instruction, amusement and of providing boarding house and lodging in the said club house for such members of the Loyal Order of Moose as may become shareholders or members thereof in the said club ;

To acquire, receive, hold, lease, exchange, alienate and convey moveable and immoveable property as shall be from time to time necessary for the purpose of the club, and to mortgage its immoveable property and pledge its moveable property ;

To make, accept, draw, endorse, negotiate and issue bills, notes, cheques and other negociable or transferable instruments and securities ;

To raise or borrow and secure the repayment of money in such manner and on such terms as the directors may deem expedient and in particular by the issue of debentures or debenture stock bearing a hypothec or pledge upon the whole or any part of its immoveable property, both present and future charged upon the whole or any part of the undertaking property or assets of the club, both present and future ;

To adopt all by-laws concerning the management of the club and regulating the admission, conduct and expulsion of members in said club ;

To enter into any contract or agreement with the Loyal Order of Moose or the Montreal Lodge No. 1111 of the Loyal Order of Moose, or with any other company, association or private individual, for the purposes of the club ;

To do all other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects for which the club is established or any of them ;

Only members in good standing of the Loyal Order of Moose shall be entitled to become shareholders of the said club or members thereof ;

No shareholders of the said club shall at any time hold more than one share of its capital stock.

Any shareholder of the club who for any reason whatsoever ceases to be a member of the Loyal Order of Moose shall lose all his rights as shareholder, and his share thereby becomes forfeited to the club; but the share so forfeited, on the first opportunity, having due regard to its rank and turn among forfeited shares by person of the date of its forfeiture shall be allotted to the first available subscriber to the capital stock of the club, and the amount thereof paid in by such subscriber shall be remitted to, its former holder in whose hands its became forfeited ;

All net profits of the club shall be used for the benefit and general purposes of Montreal Lodge No. 1111 of the Loyal Order of Moose,

Moose", sous le nom de "The Montreal Moose Club, Incorporated", avec un capital total de deux mille piastres (\$2,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinq piastres (\$5.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de juin 1913.

C. J. SIMARD,

2799

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de juin 1913, constituant en corporation M. R. T. Leclerc, courtier, J. E. Pelletier, directeur-gérant, René Faribault, notaire, Rodolphe Bédard, expert comptable, Alphonse A. Audet, expert comptable, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Faire des transactions immobilières en général, soit comme principaux ou comme agents, et acquérir par achat, échange ou autrement des terres et lots de terre, les diviser, subdiviser, et acquérir par achat, échange ou autrement et louer, construire, bâtir, améliorer, et réparer des maisons, magasins, moulins et autres bâtisses et généralement toutes sortes de propriétés mobilières et immobilières, droits et privilèges, et les payer en argent, parts, débetures ou autrement, et les vendre, louer ou en disposer de quelques façons que ce soit ;

Vendre et échanger les dites propriétés en tout ou en partie, ainsi que les améliorations et bâtisses qui auront pu y être faites, et accepter en paiement de l'argent comptant, des actions d'autres compagnies, des débetures, billets et autres valeurs, et payer toutes commissions nécessaires pour la vente de la dite propriété en tout ou en partie ;

Faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs accordés par la loi des compagnies en autant qu'il sera jugé nécessaires ou utiles aux dites fins, et spécialement ;

Acquérir et posséder, vendre, transporter, disposer ou souscrire des actions du capital social, des débetures ou autres valeurs émises par d'autres corporations, sociétés ou personnes et exercer tous droits et privilèges de propriété s'y rattachant, y compris le droit de voter en vertu de telles actions, et les payer en argent, actions ou bons de la présente compagnie ou autrement ;

Acheter la clientèle, les droits, propriétés et actif de toutes sortes, assumer les responsabilités et continuer les affaires de toutes personnes, société ou corporation faisant un commerce semblable à celui de cette compagnie, et payer pour tel achat en argent, actions ou débetures de cette compagnie ou autrement ;

Vendre ou autrement disposer des droits, affaires, entreprises et propriétés de cette compagnie, en tout ou en partie de quelque façon que ce soit, et recevoir en paiement de l'argent ou des parts, des débetures ou autres valeurs émises par d'autres corporations avec tous droits et privilèges s'y rattachant, y compris le droit de vote ;

under the name of "The Montreal Moose Club, Incorporated", with a capital of two thousand dollars (\$2,000.00), divided into four hundred (400) shares of five dollars (\$5.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of June, 1913.

C. J. SIMARD,

2800

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-eight day of June, 1913, incorporating Messrs. R. T. Leclerc, broker, J. E. Pelletier, managing director, René Faribault, notary, Rodolphe Bédard, expert accountant, Alphonse A. Audet, expert accountant, all of Montreal, for the following purposes :

To generally deal in real estate, either as principal or agents, and acquire by purchase, exchange or otherwise lands and lots, divide, subdivide, and acquire same by purchase, exchange or otherwise and lease, construct, build, improve and repair houses, stores, mills and other buildings and generally all kinds of moveable and immoveable property, rights and privileges, and pay for the same in cash, shares, debentures or otherwise, and to sell, lease or dispose of the same in any manner whatsoever ;

To sell and exchange the whole or part of the said property, as well as the improvements made and buildings erected thereon, and to accept in payment therefor cash, shares in other companies, debentures, notes and other securities, and to pay any necessary commission fees for the sale of the whole or part of the said property ;

To do all the acts and exercise all the powers granted by the Companies' Act in so far as it may be deemed necessary or useful for the said purposes, and specially ;

To acquire and hold, sell, convey, dispose of or subscribe for shares of the capital stock, debentures or other securities issued by other corporations, firms or persons, to exercise any rights and privileges of ownership connected therewith including voting power in virtue of such shares, and to pay for same in cash, shares or bonds of the present company or otherwise ;

To purchase the goodwill, rights, property and assets of all kinds, assume the liabilities and carry on the business of any persons, firms or corporations carrying on a business similar to that of this company, and to pay for such purchase in cash, shares or debentures of this company or otherwise ;

To sell or otherwise dispose of the whole or part of the rights, business, undertakings and property of this company, in any manner whatsoever, and receive in payment therefor cash, shares, debentures or other securities issued by other corporations with any rights and privileges attached thereto including voting power ;

Rémunérer en parts acquittées de cette compagnie, débetures ou autrement, toute personne ou compagnies pour services rendus ou à être rendus dans le placement des actions du capital social de cette compagnie ou pour tous autres services rendus relativement à la formation de cette compagnie ou la conduite de ses opérations, sous le nom de "Parc Lafèche, Limitée", avec un capital de quatre-vingt mille piastres (\$80,000.00), divisé en huit cents (800) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt huitième jour de juin 1913.

C. J. SIMARD,

2775 Sous-secrétaire de la province.

To remunerate with paid up shares of this company, debentures or otherwise any person or company for services rendered or to be rendered in the placing of the shares of the capital stock of this company or for any other services rendered about the formation of the company or the conduct of its business, under the name of "Parc Lafèche, Limitée", with a capital stock of eighty thousand dollars (\$80,000.00), divided into eight hundred (800) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of June, 1913

C. J. SIMARD,

2776 Deputy Provincial Secretary.

No 1911.13.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Avis est par le présent donné qu'il y aura une assemblée des examinateurs nommés par le comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, pour l'examen des candidats à la charge d'inspecteurs d'écoles, à l'École normale Laval à Québec mercredi, le vingtième jour d'août prochain, 1913, à neuf heures du matin. Toute personne qui désire se présenter à cet examen devra envoyer, d'ici au douzième jour d'oct prochain, à M. J. N. Miller, secrétaire du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, une demande à cet effet, a somme de six piastres, ainsi que tous les documents exigés par les règlements du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique.

J. N. MILLER,

Secrétaire.  
2795

Québec, 4 juillet 1913.

No. 1911.13.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Notice is hereby given that there will be a meeting of the examiners appointed by the Catholic Committee of the Council of Public Instruction, to examine candidates for the office of school inspector, at the Laval Normal School, in Quebec, on Wednesday, the twentieth day of August next, 1913, at nine o'clock in the forenoon. Any person who wishes to present himself at this examination must, before the twelfth day of August next, send a request for that purpose, to Mr. J. N. Miller, secretary of the Catholic Committee of the Council of Public Instruction, the sum of six dollars, as well as documents required under the regulations of the Catholic Committee of the Council of Public Instruction.

J. N. MILLER,

Secretary.  
2796

Quebec, 4th July, 1913.

**Index de la Gazette Officielle de Québec No 27.**

**ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :**

Dme Doherty vs Clark.....	1430
" Dwyer vs Savage.....	1437
" Fisette vs Vachon.....	1437
" Gatton vs Daoust.....	1437
" Harman vs Ethier.....	1439
" Hoare vs Stephen.....	1438
" Landry vs Beliveau.....	1438

**AGRICULTURE :—Société Agricole de Saint-Thomas de Joliette, 1420.**

**ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc. 1419.**

**ASSEMBLÉE :—Des Examineurs à la charge d'inspecteur, 1458.**

**ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ :—La Cie d'assurance contre le feu, la foudre, le vent, de la paroisse de Saint-Raphaël, 1432.**

**AVIS :—Demande d'ériger en municipalité de ville la municipalité du village de la Baie Saint-Paul, 1439 ; Laco Philips Coy, 1423 ; Lamont Corliss & Coy, 1423.**

**BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1434 ; Conseil législatif, 1433.**

**Index of the Quebec Official Gazette, No. 27.**

**ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :**

Dme Laroche vs Brin.....	1439
" Lavallée vs Laliberté.....	1437
" Letourneau vs Bernard.....	1438
" Mailhot vs Hamel.....	1438
" Poiré vs Vallerand.....	1437
" Whissell vs Picard.....	1438
" Yampolky vs Wener.....	1438

**AGRICULTURAL :—Agricultural Society of Saint Thomas de Joliette, 1420.**

**ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, etc, 1419.**

**MEETING :—Of Examiners to the charge of inspector, 1458.**

**ASSOCIATION INSURANCE OR SOCIETY :—La Cie d'assurance contre le feu, la foudre, le vent, de la paroisse de Saint Raphaël, 1432.**

**NOTICE :—Application to erect into village municipality, the municipality of the village of Baie Saint Paul, 1439 ; Laco Philips Coy, 1423 ; Lamont Corliss & Co, 1423.**

**PRIVATE BILLS, P.Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 1433 ; Legislative Council, 1433.**

7 JUIL 1913

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES OPERATIONS :—  
Columbia Phonograph Coy (General), 1423.

FAILLIS :—INSOLVENTS :

Beauchemin..... 1440  
Girardin..... '441  
Lizotte (Dlle)..... 1441

LETTRES PATENTES :—

Agence Générale d'Assurance ltée..... 1439  
Cie de Publication du Bulletin de la Ferme... 1430  
Club de Raquetteurs Le Montagnard..... 1423  
Dupuis & Poirier, Incorporé..... 1428  
La Cie Générale d'Immeubles, ltée..... 1429  
Le Marché Populaire, ltée..... 1432  
Le Prêt Agricole, lté..... 1427

LIQUIDATION :—Cohen et al, 1441.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES:—Canton de Brome, 1421;  
Côte Visitation 1422 ; Kianika, 1421 ; Mont-  
Carmel, 1453 ; N.-D. de Fourvière, 1421 ;  
Péribonka, 1421 ; Pointe-aux-Trembles, 1422;  
Pointe Claireville, 1422 ; Sainte Dorothee,  
1421 ; Sainte Louise, 1423 ; Saint Marc de  
Montréal, 1422 ; Somerset Nord, 1421 ; Saint  
Octave de Dosquet, 1420 ; Saint Remi de  
Tingwick, 1422 ; Saint Roch-Nord, 1421.

NOMINATIONS :—

Conseil en Loi du Roi :—M. Hugh Mackay,  
1453.

PROCLAMATION :—Convocation des Chambres, 1419.

SYNDICAT D'ÉLEVAGE :—Sacré-Cœur de Jésus, 1423.

VENTE PAR LICITATION :—Dme Millan vs Millan et  
al, 1442 ; Smillie et al vs Smillie et al, 1442.

VENTES PAR LES SHERIFS

ARTHABASKA :—Duclos vs Brunet, 1443.

BEAUC :—Lamontagne vs Cloutier, 1444 ; Mer-  
cier vs Hamel, 1444.

BEAUHARNOIS :—Dropkin et al vs Dame Goldstein  
et vir, 1444.

KAMOURASKA :—Soucy vs Marchand, 1444.

MONTMAGNY :—Archer vs Bernier, 1445 ; Caron vs  
Bernier, 1446.

MONTRÉAL :—Gros et al vs Milman, 1446 ; Marci-  
niak vs Myczka, 1446.

OTTAWA :—Leblond vs Larivière, 1448.

RIMOUSKI :—Coulombe vs Rousseau, 1449.

ROBERVAL :—La Banque Nationale vs Bilodeau,  
1449 ; Jean vs Delblet, 1449.

SAGUENAY :—Savard vs Savard, 1450 ; Tremblay vs  
Tremblay et al, 1450.

SAINT-HYACINTHE :—Arseneault vs Robichaud,  
1451 ; Turcot vs Quienty, 1451.

TROIS-RIVIÈRES :—Savoie et Cie vs Chagnon, 1452

QUÉBEC :—Imprimé par E.-E. Cinq-Mars, Im-  
primeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—Columbia  
Phonograph Coy (General), 1423.

FAILLIS —INSOLVENTS

Odell..... 1440  
Roy & Boyer..... 1441  
Wartelsky..... 1441

LETTERS PATENT :—

Montreal Operating Coy, incorp . . . . . 1426  
Montreal Theatre & Realty Corporation..... 1425  
Parc Lafèche, ltée..... 1457  
The Montreal Moose Club, incorp..... 1456  
The University Magazine, ltd..... 1455  
Theresian Sand & Gravel Coy..... 1454

LIQUIDATION :—Cohen et al, 1441.

SCHOOL MUNICIPALITIES :— Township of Brome,  
1421 ; Côte Visitation, 1422 ; Kianika, 1421 ;  
Mont-Carmel, 1403 ; N.-D. de Fourvière,  
1421 ; Péribonka, 1421 ; Pointe-aux-Trembles,  
1422 ; Poin e Claireville, 1422 ; Sainte  
Dorothee, 1421 ; Sainte Louise, 1423 ; Saint  
Marc de Montréal, 1422 ; Somerset Nord,  
1421 ; Saint Octave de Dosquet, 1420 ; Saint  
Remi de Tingwick, 1422 ; Saint Roch North,  
1421.

APPOINTMENTS :—

King's Counsel.—Mr. Hugh Mackay, 1453.

PROCLAMATION :—Parliamen convoked, 1419.

STOCK BREEDING SYNDICATE:—Sacré-Cœur de Jésus,  
1423.

SALE BY LICITATION :—Dme Millan vs Millan et al,  
1442 ; Smillie et al vs Smillie et al, 1442.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA :—Duclos vs Brunet, 1443.

BEAUC :—Lamontagne vs Cloutier, 1444 ; Mercier  
vs Hamel, 1444.

BEAUHARNOIS :—Dropkin et al vs Dme Goldstein  
et vir, 1444.

KAMOURASKA.—Soucy vs Marchand, 144.

MONTMAGNY :—Archer vs Bernier, 1445 ; Caron vs  
Bernier, 1446.

MONTRÉAL :—Goss et al vs Milman, 1446 ; Marci-  
niak vs Myczka, 1446.

OTTAWA :—Leblond vs Larivière, 1448.

RIMOUSKI :—Coulombe vs Rousseau, 1449.

ROBERVAL :—La Banque Nationale vs Bilodeau,  
1449 ; Jean vs Delblet, 1449.

SAGUENAY :—Savard vs Savard, 1450 ; Tremblay  
vs Tremblay et al, 1450.

SAINT HYACINTHE :—Arseneault vs Robichaud,  
1451 ; Turcot vs Quienty, 1451.

THREE RIVERS :— Savoie & Cie vs Chagnon, 1452.

QUÉBEC :—Printed by E.-E. Cinq-Mars, Prin-  
ter to His Most Excellent Majesty the King.

*O.K.*

7 JUL 1913